

T&VP 3 OUTILS DE TRAVAIL

I - COMITE EXECUTIF DE L'OLP

Elu à Alger le 28 septembre 1991

en conclusion du 20° Conseil National Palestinien.

A cette occasion, le CEOPL est passé de 14 à 18 membres.

Président : Yasser Arafat

Membres :

Farouk Kaddoumi (Abou Luft), Fatah,
Mahmoud Abbas (Abou Mazen), Fatah,
Jamal al-Sourani; indépendant, conservateur, proche de l'Egypte et des Etats du Golfe,
Abdallah Hourani, indépendant,
Mohamed Zouhdi al-Nashashibi, héritier de l'un des plus grands clans palestiniens, proche de la Syrie,
Chafic al-Hout, indépendant, l'un des "grands anciens", fondateur de l'OLP,
Taysir Khaled, tendance pro-syrienne du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP),
Samir Ghousheh, Front de lutte populaire palestinienne,
Ali Ishaq, Front de libération de la Palestine; remplace Abou'l Abbas,
Jawid al-Ghossein, président du Fonds national palestinien, établi dans les Emirats arabes unis,
Mohamed Abdelrahim Mellouh, Front populaire pour la libération de la Palestine, remplace Abou Ali Mustapha,
Mahmoud Darwish, indépendant, écrivain et poète,
Yasser Abd Rabbo, FDLP, tendance pro-Arafat,
Elias Khoury évêque protestant, représente les palestiniens chrétiens, proche d'Arafat,
Yasser Amro, indépendant, proche d'Arafat,
Mahmoud Ismaïl, Front de Libération Arabe, établi à Bagdad,
Suleïman al-Najjab, Parti communiste palestinien.

(cet ordre est celui dans lequel la liste des membres du CEOPL a été rendue publique par la centrale palestinienne)

II - PROCHE ET MOYEN ORIENT : QUI EST POUR, QUI EST CONTRE, LA CONFERENCE DE LA PAIX ?

Convoquée à Madrid pour le 30 octobre 1991

POUR :

- La Ligue Arabe dont la résolution 5092 "se félicite...de la tenue d'une conférence de paix",
- Le Comité exécutif de l'OLP et le XX° CNP tenu à Alger fin septembre 1991,
- Le Parti communiste palestinien,

CONTRE :

Le 30 septembre 1991, le Front de Salut National Palestinien, établi à Damas, condamne la conférence de Madrid,

Le 16 octobre 1991, un communiqué commun du FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril, du Fatah-Commandement révolutionnaire d'Abou Nidal, du Fatah-Intifada de Saïd Moussa Muragha "Abou Moussa", du Mouvement de résistance islamique Hamas, du Mouvement des moujahidines islamiques (que nous ne connaissons pas) et du Jihad islamique de Palestine déclare "illégitime" toute délégation palestinienne envoyée à Madrid, une conférence qualifiée d' "entreprise de liquidation de la cause palestinienne"

Le 24 octobre 1991 dans le cadre de la conférence tenue à Téhéran pour soutenir l'intifada palestinienne, une résolution condamnant violemment la conférence de Madrid est signée par les groupes suivants :

- . FPLP-Commandement général; son secrétaire général, Ahmad Jibril déclare que les délégués palestiniens à cette conférence "se sont eux-mêmes condamnés à mort".
- . Hamas-Résistance islamique
- . Jihad Islamique de Palestine
- . Fatah-Commandement révolutionnaire,
- . Fatah-Intifada,
- . Saiqa

FDLP; son secrétaire général, Nayef Hawatmeh qualifie Madrid de "conférence américaine" et assuse Arafat d'avoir trahi les résolutions du 20° CNP,

. Parti communiste révolutionnaire palestinien,

Front de lutte populaire palestinienne; son secrétaire général, Samir Ghousheh est désavoué par la direction de son mouvement qui qualifie Madrid d' "entreprise d'humiliation du peuple palestinien",

. FPLP; George Habbache qualifie Madrid de "conférence de la capitulation" et promet que "la vie de ceux qui participeront à cette réunion deviendra un enfer",

- . Parti socialiste du travail d’Egypte, dirigé par Ibrahim Choukri,
- . HizbAllah du Liban, son secrétaire général Abbas Moussavi, parlant de la conférence, déclare “nous ferons tout ce qui est en notre possible pour la faire échouer”. Le 17 octobre (6h30GMT) “La Voix des opprimés”, radio du HizbAllah, déclare : “Octobre et novembre sont les mois des tempêtes, des surprises... Il nous faut d’autres “Fous de Dieu” comme ceux qui ont détruit les casernes des américains, des français et du Mossad au Liban...”
- . Le 21 octobre, à un meeting de l’Association des étudiants musulmans de Téhéran et des Etudiants dans la ligne de l’Imam, Ali Akbar Mohtashemi condamne violemment la conférence de Madrid,
- . Le guide des chi’ites pakistanais du TNFJ (Rassemblement pour l’application de la jurisprudence Ja’afarie), Sajid Ali Naqvi, condamne la conférence de Madrid, ainsi que l’Imam de la grande mosquée de New-Delhi, Maulana Seyyed Abdallah Bukhari et que le chef du Rassemblement des ulémas musulmans du Liban, très proche du HizbAllah, Maher Hammoud,
- . En dehors de la conférence de Téhéran, les groupes pro-irakiens ne réagissent pas mieux : Abou’l Abbas, chef du FLP qualifie la conférence de “conspiration anti-palestinienne” et le FLA la considère comme un “piège américano-sioniste”.
- . Au sein même du Fatah, le trouble est grand; vers la mi-octobre, des combattants et des cadres de la Force 17 se soulèvent dans les camps du sud du Liban.

François Haut : TERRO NOIR ITALIE

Le 15 mars 1991, lors d’une réunion de la commission parlementaire de contr”le des services de sécurité, un député du MSI demande au Président de la république italienne où en sont les enquêtes sur les grands attentats-massacres (“Stragi”) attribués au courant néo-fasciste. A cette question, le président Cossiga -qui se dit en accord sur ce point avec le président du conseil Giulio Andreotti- répond que l’hypothèse “fasciste” dans l’attentat de la gare de Bologne est désormais abandonnée. Cossiga déclare ensuite qu’il a été, à l’époque, abusé par une “sous-culture” qui voulait que les attentats-massacres soient commis par des fascistes, alors que les révolutionnaires, eux, n’assassinaient que des individus isolés. La déclaration du président Cossiga est qualifiée d’ “autocritique” par plusieurs des députés présents.

Le détail des propos du président Cossiga et les réactions des députés membres de la commission figurent aux archives de l’agence de presse officielle italienne ANSA; ref : 18/3/91/17:06/ ZCZC218/OA - R POL SOA QBHX - Cossiga - Comitato servizi segreti : MSI-DN (1 à 3).

CB 3/11/91.

TERRORISME NOIR EN ITALIE : LE CONTEXTE

Dans l’Italie des années 60, une activité économique intense -le “miracle italien”- et l’accession de tout le nord de la Péninsule à la société de consommation s’accompagnent d’une activité politique et sociale tout aussi exubérante; ces phénomènes se déroulent et se conjuguent tous dans un pays au cadre institutionnel vétuste, délabré, inefficace, rongé par la corruption et les combinazione. Ainsi, la décennie 60 voit l’Italie vivre successivement :

- En 1960, une tentative infructueuse de coalition entre la droite de la Démocratie chrétienne (DC) et le Mouvement social italien (MSI, néo fasciste). Confronté à des réactions violentes et massives de la gauche politique et syndicale, le cabinet Tambroni est rapidement renversé¹. Dans le courant néo-fasciste, ceux qui avaient déjà rompu avec un MSI “embourgeoisé (Ordine nuovo en 1956) ² sont confirmés dans l’idée que la voie parlementaire leur est définitivement fermée. D’autres (Avanguardia Nazionale, en 1963) ne tardent pas à penser de même. Jusqu’alors canalisés par le MSI, les courants radicaux du camp néo-fasciste sont désormais prêts à toutes les aventures.

- A la fin des années 60, le “Mai rampant” italien ³ voit les organisations d’extrême-gauche, le mouvement étudiant, faire massivement irruption sur la scène politique du pays. Les groupes extrémistes adhérant encore au MSI, notamment le “Fronte della Gioventu” enragent de la mollesse de leurs aînés devant la montée de la gauche et l’amorce d’un terrorisme révolutionnaire. Ils commencent à ressentir avec angoisse le besoin d’une riposte à la hauteur de l’attaque; un sentiment qui pousse partout et toujours les activistes, de quelque bord qu’ils soient, à l’acte violent.

Au début des années 70, c’est la montée en puissance du PC italien -qui semble alors irrésistible; les grandes grèves, très violentes parfois, dans les principales usines du nord du pays. A l’autre extrême, le MSI fr”le les 10% des voix,

¹Voir, en annexe, p... le tableau des cabinets italiens 1960-91.

² Pour les organisations néo-fascistes radicales, voir p...

³ Voir le N° 3 des “Notes & Etudes”, décembre 1987, sur les Brigades rouges et l’histoire de l’activisme, puis du terrorisme communiste-combattant en Italie.

mais cela fait longtemps que les jeunes néo-fascistes les plus durs se sont détachés de lui. “Ordine Nero”, “Terza Posizione”, “Nuclei Armati Rivoluzionari” (voir p...) ont adopté l'idéologie nationaliste-révolutionnaire (voir p...) et trouvent leurs modèles militants à l'autre extrême : chez les Brigades rouges et à “Autonomie Proletaire”. Point commun entre tous ces extrémismes : considérer la violence comme la seule voie possible pour faire s'effondrer un “système” haï.

Après le premier grand acte de terreur, l'attentat-massacre de la Banca dell' Agricoltura, piazza Fontana à Milan, le 12 décembre 1969 (voir p...), naît une théorie : celle de la “stratégie de la tension”, qui séduit tout de suite l'opinion publique. Ce ne sont en effet que conspirations; personnages mystérieux tirant, dans l'ombre, les ficelles; complots de services secrets indigènes ou étrangers; groupuscules manipulés, banquiers “suicidés”, politiciens corrompus et cardinaux brassant des milliards; sans oublier les confessions rétractées par la suite ni les témoins à éclipse.⁴ (voir *Complots*, p...). Bien entendu, aussi, des massacres. Selon les théoriciens de cette “stratégie”, cette terreur aveugle -mais pas aléatoire- préparerait l'opinion à un pouvoir musclé, appliquant un programme type “Loi et Ordre” et privant la gauche de l'espoir même du pouvoir.

Selon les mêmes experts, une première phase de la stratégie de la tension se déroule entre 1969 et 1974. Après une période de calme, la tension renaît en 1980 avec le massacre de la gare de Bologne (voir p...); elle connaît un dernier spasme avec l'attentat contre le train Naples-Milan à la Noël 1984 (voir p...). Au total, entre 1969 et 1984, les “stragi”, ces carnages aveugles attribués aux néo-fascistes italiens, font 144 morts et des centaines de blessés. Et laissent l'Italie en proie à la plus totale confusion.

A juste titre car il faut bien dire que des magistrats avides de publicité aux politiciens démagogues en passant par les journalistes imaginatifs, les “repentis” mythomanes et les “experts” paranoïaques, tous ont conjugué leurs efforts pour rendre le dossier du terrorisme noir italien pratiquement incompréhensible.

Rude travail, donc, que celui qui a consisté à le reprendre de A à Z, de le débarrasser de toutes les calembredaines, âneries et absurdités qui l'encombraient, pour le ramener à des faits : des organisations, des individus, des actes criminels, des enquêtes, des procès. Les faits, les preuves -il y en a peu- sont présentés plus bas. Les théories, supputations, hypothèses, interprétations, ont été évoquées quand elles présentaient un intérêt historique, ou anecdotique; elles ont, sinon, fini à la poubelle.

Résultat : un dossier qui comporte toujours son lot de singularités, d'ombres et de mystères (voir conclusion, p...) mais qui est quand même sérieusement élagué. Et qui pourrait se révéler utile au moment où la déliquescence -et même l'effondrement- du MSI risquent de jeter tout ou partie de la jeunesse néo-fasciste italienne sur la voie, toujours tentante, de l'activisme et de la violence.⁵

L'ERE DES COMLOTS

“Encourager, constituer et organiser, avec le concours d'autres personnes, une association secrète de militaires et de civils visant à provoquer une insurrection armée” : voici comment un magistrat de Padoue définit la tentative de coup d'Etat dans l'un de ses réquisitoires. A la clé, des inculpations d'une gravité croissante : “association subversive”, “conspiration politique”, “tentative de coup d'Etat”, “insurrection armée”.

Dans l'Italie des années 60 et 70, des militaires et des civils rêvent de sauver leur pays du communisme et de l'anarchie en s'emparant du pouvoir pour rétablir l'autorité de l'Etat. Une chimère absurde ? A l'ouest, le Portugal et l'Espagne vivent depuis plusieurs décennies sous des régimes autoritaires; au nord, le général De Gaulle vient de revenir au pouvoir; à l'est, les colonels grecs réussissent leur coup d'Etat du 21 avril 1967.

Mais les conspirations qui défraient la chronique italienne entre 1964 et 1974 tiennent plus du complot d'opérette que du coup d'Etat savamment ourdi. Première tentative : en juillet 1964, le général De Lorenzo, du corps des carabinieri (la gendarmerie italienne) déclenche le “plan Solo”, qui échoue misérablement dans une totale pagaille, malgré l'aide active du service de renseignement militaire de l'époque, le SIFAR -dissous par la suite et remplacé par le SID.

⁴ Dans l'affaire du banquier Michele Sindona, on ira même jusqu'aux faux enlèvements et à l'invention de groupes fictifs de type ‘Brigades rouges’. Le juge qui suivait cette affaire est assassiné en 1979; finalement arrêté, son meurtrier est abattu en 1984 au cours d'une “tentative d'évasion”.

⁵ A l'automne de 1991, le MSI est déchiré de courants en guerre les uns contre les autres. “Impegno Unitario”, dirigé par Franco Servello; “Nuove Prospettive” de Mirko Tremaglia; “Destra Italiana” de Domenico Lo Porto forment une majorité bancaire autour du secrétaire général Gianfranco Fini. “Proposta Italiana” reste au MSI, mais à titre d'opposition interne; “Andare Oltre” de l'ex-secrétaire général Pino Rauti a fait scission. Avec lui, deux députés (Tomaso Staiti di Cuddia, Milan; Angelo Maonna, Naples) le puissant sénateur Giorgio Pisano et une quinzaine de dirigeants et d'intellectuels ont quitté le parti. Même état de crise au Fronte della Gioventù. Le MSI compte aujourd'hui 35 députés, contre 56 en 1972; aux élections régionales de juin 1991, il a recueilli 4,8% des suffrages (9,2% aux précédentes). Voir à ce propos la “Lettre de Magazine-Hebdo” du 20 septembre 1991.

En décembre 1970, c'est le "complot de la rose des vents" fomenté par le prince Junio Valerio Borghese, héros de la guerre sous-marine dans le second conflit mondial et dignitaire de la République sociale italienne (1943-45). Appuyé par des industriels, des officiers supérieurs -dont le directeur de l'Académie militaire, le général Ugo Rica- Borghese projette des opérations de provocation -attentats, guérilla- en Italie du Nord. Mais le secret des conspirateurs est celui de polichinelle et l'opération avorte. Le prince Borghese s'enfuit en Espagne où il meurt en août 1974. C'est Giovanni Tamburino, jeune juge Padouan médiatique et ambitieux, qui instruit l'affaire et suit entre Rome, Milan, Turin, Bologne et Padoue une "piste noire" bien embrouillée. Procès en 1977 : les principaux conspirateurs sont condamnés à des peines de 10 à 15 ans de prison, pour avoir tenté de renverser la république. En juillet 1978, 46 inculpés du "golpe Borghese" sont condamnés à des peines légères pour "association subversive"; le chef de "tentative de coup d'Etat" n'est pas retenu. Enfin, après quinze ans d'enquêtes et de procès, la Cour d'appel de Rome conclut qu'il n'y a pas eu de conspiration politique à proprement parler, mais bavardage entre farceurs et mythomanes et acquitte sans exceptions tous les conjurés.

Le 31 octobre 1974, le juge Tamburino inculpe d'"insurrection armée et de tentative de coup d'Etat" le général Vito Micelli, directeur du SID (Service d'Information de la Défense, le SR militaire) ainsi que son adjoint, le colonel Luciano Berti. Deux jours plus tard, le Parquet de Rome requiert l'arrestation d'une vingtaine de personnes -pour la plupart en fuite ou déjà incarcérées- pour "conspiration contre l'Etat". Selon les magistrats, les conjurés voulaient séquestrer le président et occuper son palais, conduire une insurrection armée avec destruction de ponts, pollution des eaux, coupure d'oléoducs; faire exécuter, enfin, des hommes politiques, des magistrats et des syndicalistes. Pas moins. Mais là encore, l'affaire tourne en eau de boudin : une succession d'enquêtes judiciaires très fouillées et de commissions parlementaires dotées de larges pouvoirs cherchent en vain un complot réel au sein de l'armée, des services de renseignement et de maintien de l'ordre, visant sérieusement à conquérir l'Etat. Ils ne trouvent rien et le général Micelli et le colonel Berti finissent par être acquittés avec leurs comparses, pour la plupart de seconds couteaux du milieu néo-fasciste. Reste l'affaire -beaucoup plus sérieuse- de la loge maçonnique subversive "Propaganda Due" - dite p.2.- un authentique centre de pouvoir clandestin infiltré aux plus hauts échelons de l'Etat, de l'armée, du monde économique et des milieux de la communication.

Entre l'été 1980 et le printemps 81, les divers services de police enquêtant, les uns sur le massacre de la gare de Bologne (voir p...), les autres sur le Krach du flamboyant banquier sicilien Michele Sindona -qui a bâti en quelques années un empire financier dont le fleuron est la prestigieuse "Franklin national bank" de New-York- butent sur un étrange personnage. Il s'agit de Licio Gelli, homme d'affaires opulent, proche des cénacles civils et militaires de la droite dure argentine.⁶

A la fin des années 70, il a rencontré à plusieurs reprises des dirigeants d'Ordine Nuovo dans sa suite de l'hôtel Excelsior à Rome. L'un d'entre eux se repent par la suite et, en octobre 82, raconte par le menu le contenu de ces discussions. Or Licio Gelli est aussi -est surtout- le Vénérable-maître d'une loge maçonnique spéciale, la loge P.2.

"Propaganda Due" est à l'origine l'une des ±520 loges du Grand-Orient d'Italie qui compte ±15.000 membres. Le G.O. d'Italie est l'une des deux grandes obédiences de ce pays, proche de la maçonnerie traditionnelle anglo-saxonne. Il est même considéré par les connaisseurs comme la tête de pont de la maçonnerie régulière américaine en Europe. Malgré des périodes de tension -le G.O. d'Italie affirme avoir "suspendu" la loge P.2 en 1975; puis avoir "rompu avec elle" en 1980- il est à noter que le G.O. n'a jamais exclu formellement la P.2, ni procédé à sa dissolution. Selon Tina Anselmi (voir p...) "La Loge P.2 a pu s'incruster dans le pays depuis dix ans... avec la protection de la maçonnerie italienne et internationale".

La loge P.2 a été, semble-t-il, constituée dans le courant des années 60 (1966?) comme "loge couverte nationale", dépendant directement du Grand-maître du G. O. Hors des loges ordinaires et dans la plus grande discrétion, elle devait rassembler des "frères" hauts fonctionnaires et officiers généraux, ainsi que des dirigeants d'entreprises d'Etat -et même, dit-on, de hauts dignitaires de l'Eglise catholique- dont la carrière aurait pu souffrir sous des gouvernements démocrates-chrétiens hostiles à la maçonnerie.

"Propaganda Due" tire son nom d'une loge fondée à Turin au XIX^e siècle -avant l'unification de l'Italie- pour populariser les idéaux de la maçonnerie et qui s'appelait, de ce fait, "Propaganda". Très secrète, elle regroupait de hauts dignitaires politiques du nord de l'Italie -et jusqu'au roi du Piémont lui-même. C'est en 1971, dit un rapport officiel, que Licio Gelli -lui-même entré en maçonnerie vers 1964 ou 65- en devient le Vénérable-maître⁷. C'est lui qui donne à la loge son allure de "Rotary-Club qui a mal tourné" et la lance dans des activités, parfois subversives, mais qui semblent souvent dans la conspiration d'opérette, et frisent même l'infantilisme. A son apogée, la loge, subdivisée en 17 ateliers, semble avoir compté ±1720 membres, en grande majorité italiens. Une liste de membres de la P2 -"authentique et crédible" selon la commission d'enquête parlementaire- a été rendue publique; elle comportait 953 noms. A ce jour, à notre connaissance, 758 "frères" de la P. 2 n'ont toujours pas été identifiés.

⁶ Il a la double nationalité italo-argentine depuis 1973. Conseiller financier de l'ambassade d'Argentine à Rome, il possède un passeport diplomatique de ce pays.

⁷ Titre qui est authentiquement le sien; bien qu'il ait laissé sans protester la presse lui donner celui de Grand-maître, réservé au dirigeant suprême d'une Grande-Loge ou d'un Grand-Orient

Sur les 953 individus connus, on trouvait 175 officiers supérieurs, dont 52 des carabinieri (10 généraux); 9 de l'aviation; 29 de la marine (6 amiraux); 50 de l'armée de terre; 37 de la garde des finances (7 généraux) et 6 de la sécurité publique; 119 hauts responsables des milieux financiers, dont 47 directeurs de banques; 83 PDG d'entreprises d'Etat; 12 PDG de sociétés privées; 36 parlementaires; 10 préfets; 3 ministres; quantité de directeurs et de secrétaires généraux de ministères, de hauts magistrats, etc. 4 maisons d'édition -dont la plus grande d'Italie, le groupe Rizzoli, 22 journaux ±20 dirigeants des radios et télévisions se trouvaient, à la même époque, sous l'influence de la P.2.

L'AFFAIRE DE LA LOGE P. 2 : CHRONOLOGIE

1981

Mars : Michele Sindona, le "banquier de la Mafia et du Vatican" est arrêté à New-York, pour banqueroute. Il dénonce son mentor, Licio Gelli. Le 17 mars, la police perquisitionne dans la demeure de Gelli, la villa Wanda à Arezzo en Toscane, ainsi que dans divers bâtiments attenants. Dans un atelier de confection appartenant à Gelli, les policiers découvrent 32 cartons de documents confidentiels, dont une liste de 953 noms, partie du fichier des adhérents de la P.2. Gelli, lui, a pris la fuite avant l'arrivée de la police.

Mai : le Parquet de Rome fait perquisitionner le siège du Grand Orient d'Italie, à Rome. La P2 est l'une des 520 loges de cette obédience.

Juin : Arnaldo Forlani, président du conseil, rend publique une liste de 953 "frères" de la P.2 et annonce "des sanctions exemplaires". 34 officiers généraux et hauts-fonctionnaires sont inculpés.

1982

Juin : le Procureur de la République de Rome demande -déjà- un non-lieu dans l'affaire P.2. Oui c'est bien une société secrète, mais "elle n'a pas de fins criminelles". Le 18 juin, Roberto Calvi, PDG de la principale banque privée d'Italie, le Banco Ambrosiano et "bras financier de la P.2" est trouvé pendu sous le pont des Frères Noirs, à Londres; peu auparavant, sa banque a fait un krach d'1,2 milliard de dollars.

Septembre : le 13, Licio Gelli est arrêté au siège de l'Union de Banques Suisses, à Genève. Maquillé, détenteur d'un passeport argentin au nom de Mario Ricci, il se préparait à retirer 120 millions de dollars d'un compte numéroté.

1983

Avril : Francisco Pazienza, N° 2 de la loge P.2 et ancien bras droit du général Giuseppe Santovito, chef du SR militaire (SISMI), disparaît d'Italie.

Août : Le 10, Licio Gelli s'évade de la prison genevoise de Champ-Dollon.

1984

Mai : La commission d'enquête parlementaire sur la loge P.2, présidée par Mme Tina Anselmi, une députée démocrate-chrétienne si pieuse et austère qu'on l'a baptisée "Khomeini en jupon", rend ses conclusions, après étude des 500.000 pages du dossier. La P.2 est "une structure complexe consacrée à des activités suspectes sinon illicites de pression et d'ingérence sur les mécanismes de décision de l'Etat les plus délicats. Cela à fin d'enrichissement ou de conquête d'un pouvoir plus important, aussi bien au niveau personnel qu'en faveur de la Loge en tant que telle".

Autres conclusions : la liste de 953 noms est authentique, mais pas exhaustive; "les finalités de la Loge P.2 étaient non seulement parfaitement connues de ses adhérents mais constituaient en fait le motif même de leur entrée dans l'association". Mme Anselmi ajoute "nombre des officiers supérieurs figurant sur la liste des membres de la P.2 ont joué un rôle important dans des épisodes significatifs de l'histoire récente de notre pays, y compris lors d'événement de nature subversive".

Octobre : le général Pietro Musumeci, N° 2 du SISMI -et notamment responsable de sa sécurité interne- son adjoint le colonel Giuseppe Belmonte et le chef du bureau d'Etat-major du SISMI, Secondo d'Eliseo sont arrêtés et inculpés d'association de malfaiteurs, de trafic et détention d'armes, d'abus de pouvoir et complicité. On leur reproche en fait d'avoir créé un noyau subversif -véritable SR parallèle- au sein de leur service.

1985

Mars : Francisco Pazienza est arrêté à New-York, porteur d'un passeport seychellois portant un faux nom.

Avril : Licio Gelli est inculpé de complicité de banqueroute frauduleuse dans l'affaire du Banco Ambrosiano.

1986

Mars : le 6, cinq ans après sa création, la commission d'enquête sur la P. 2, partie pour soulever des montagnes, accouche finalement d'une souris : elle demande au gouvernement de "prendre toutes les mesures pour éviter le renouvellement d'un tel scandale"...

Juillet : Francisco Pazienza est extradé vers l'Italie.

Septembre : le 21, Licio Gelli, qui a alors 68 ans, se constitue prisonnier en Suisse après quatre ans de "cavale" en Amérique latine, notamment au Paraguay.

Décembre : le procureur de la république de Florence requiert six ans de prison contre Licio Gelli pour avoir "financé des auteurs d'attentats à la bombe".

1988

Février : le 17, Licio Gelli est extradé vers l'Italie, où il ne pourra être inculpé que d'affaires financières (le droit helvétique ne connaissant pas les chefs d'inculpation de "subversion", "complot", etc.).

Avril : cardiaque, Licio Gelli est mis en liberté provisoire et assigné à résidence dans sa villa d'Arezzo.

Juillet : au procès de Bologne, Licio Gelli est condamné en première instance à dix ans de prison, pour avoir tenté d'aiguiller la justice sur une fausse piste; il est acquitté en appel en 1990.

1989

Avril : Licio Gelli publie un livre de mémoires intitulé -par antiphrase, sans doute- "La vérité". Il y donne sa définition de la loge P.2 : "un club d'amis dont les objectifs étaient strictement pacifistes et humanitaires... un lobby d'affaires comme il y en a partout dans le monde"...

1990

Novembre : Gag; Licio Gelli se présente -sans succès- aux élections sénatoriales sous les couleurs de la "Ligue méridionale", un groupe fort suspect qui patronne également la candidature de Vito Ciancimino, ex-maire de Palerme révoqué et poursuivi pour appartenance à la Mafia. Programme de Gelli : "reconstruire une Italie honnête, démocratique et propre"...

1991

Octobre : Ultime épisode ? Licio Gelli est définitivement acquitté par la Cour d'appel de Florence de l'accusation d'avoir financé des groupes terroristes dans les années 70. Il était censé avoir versé ±280 000 francs aux néo-fascistes auteurs des attentats ferroviaires commis en Toscane et avait été condamné de ce chef à 8 ans de prison par contumace, à l'époque de sa "cavale".

3 - ORGANISATIONS ET PORTRAITS

ORGANISATIONS

I - ORDINE NUOVO

Le mouvement Ordine Nuovo (Ordine Nuovo, ON), scission du Mouvement Social Italien (MSI), se constitue en 1956. Minorité activiste au sein du courant néo-fasciste italien, ON mène une existence turbulente -mais légale- jusqu'à la fin des années 60. Entre 1969 et 1970, la majorité des cadres et des militants d'ON retourne au MSI, qui adopte alors une ligne politique plus radicale.

Reste un Ordine Nuovo maintenu, dirigé par Clemente Graziani, Elio Massagrande et Salvatore Francia. Arrêtés en 1971, ils ont en leur possession des documents et des armes qui démontrent un projet terroriste. Effectivement, un premier attentat signé ON fait en mai 1972 trois morts, des carabinieri, et deux blessés.

En 1973, ON est dissous; selon des sources officielles italiennes, le mouvement compte à ce moment-là ± 2500 adhérents. 73 de ses cadres et militants sont traduits devant la justice pour "reconstitution du parti fasciste"; 30 d'entre eux sont condamnés à des peines de un à cinq ans de prison;

Au même moment, trois sections d'ON-Maintenu, le groupe toscan de Mario Tutti (voir portraits, p...), le groupe padouan de Franco Freda et le groupe milanais de N. Rognoni se rapprochent d' "Avanguardia Nazionale", un autre groupe néo-fasciste activiste (voir p...), et passent à la clandestinité. Ensemble, ils créent "Ordine Nero" (voir p...).

En novembre 1974, nouveau procès de 119 militants d'Ordine Nuovo; nombreuses condamnations, mais plutôt légères. A l'automne de 1988 encore, toute une charrette de militants d'Ordine nuovo et d'Ordine nero des années 70 passe en jugement. 91 d'entre eux sont condamnés à des peines allant d'un à trente années de prison (constitution de bandes armées, association subversive, attentats, hold-up, etc., entre 1977 et 1982. 57 sont acquittés.

Attentats revendiqués par Ordine nuovo :

1974 : 3; 1976 : 3; 1977 : 6; 1978 : 8; 1979 : 3. Au total, 25 attentats ayant causé la mort de 22 personnes. Leur distribution :Rome : 10; Palerme : 4; Naples : 3; Milan, Padoue, Venise, Turin, etc. 1 chacun.

II - AVANGUARDIA NAZIONALE

"Avant-garde nationale" (AN) est un mouvement nationaliste-révolutionnaire ⁸ fondé par Stefano Delle Chiaie (voir portraits, p...) en 1963. AN est à la fois une scission d'ordine nuovo et du MSI, principalement de sa section romaine, où Delle Chiaie jouait un rôle important. Là aussi, un groupe activiste mais légal, qui compte à son apogée, la fin des années 60, ± 600 adhérents. Après les premiers attentats "Noirs" et le passage de Delle Chiaie à la clandestinité en 1970 (suite au massacre de la piazza Fontana à Milan, voir p...), le mouvement entre dans une période de confusion. Entre 1973 et 75, les "légalistes" retournent au MSI; les "militaristes", eux, passent à la clandestinité et contribuent à la création d' "Ordine nero" (voir p...). En novembre 1975, une grande rafle permet l'arrestation de 42 militants et cadres d'AN.

III - SQUADRO D'AZIONE MUSSOLINI

Les "Sections d'assaut Mussolini", SAM, sont un mouvement néo-fasciste clandestin, implanté surtout à Milan. A leur actif, 80 attentats entre 1969 et 1974. 1969 : 16; 1971 : 14; 1972 : 11; 1973 : 24; 1979 : 1 (?). 73 de ces attentats sont

⁸ Sur le courant nationaliste-révolutionnaire, voir "Terrorisme & Violence politique" N° 1, avril 1991, "Du nationalisme révolutionnaire au maoïsme, puis aux Brigades rouges : la dérive de Renato Curcio 1960-1970".

commis à Milan; un attentat commis à Turin, Naples, Florence, etc. Les SAM, certains de leurs militants, du moins, se fondent en 1974 dans Ordine nero.

IV - ORDINE NERO

“Ordre Noir” se constitue en 1973, comme un mouvement légal, suite à la dissolution d’Ordre Nouveau. Dissous le 23 novembre 1973, Ordine nero agit désormais clandestinement et passe au terrorisme en 1974. On y retrouve des éléments d’Ordine nuovo, d’Avanguardia nazionale, du Squadro d’azione Mussolini et d’un autre groupe néo-fasciste, le Movimento d’Azione Rivoluzionario (Mouvement d’action révolutionnaire). Durant sa brève période légale, l’un de ses dirigeants, Salvatore Francia (un ancien d’ordre nouveau-maintenu) fait paraître une revue théorique intitulée “Anno zero”.

Les 32 attentats signés “Ordine nero” sont commis entre 1974 et 76. En 74 : 21 attentats; 1975 : 7; 1976 : 4, qui font au total 22 morts, dont le procureur Vittorio Occorsio, assassiné le 10 juillet 1976. Il avait siégé au procès intenté aux dirigeants d’Ordine nuovo pour reconstitution du parti fasciste. Distribution géographique des attentats : Savone : 7; Milan : 5; Brescia, Rome, Pérouse, Naples : 2, etc.

V - TERZA POSIZIONE

“Troisième position” (TP) est fondé en janvier 1978 par des étudiants néo-fascistes de “Lotta Studentesca” déçus par la mollesse des mouvements traditionnels comme le MSI. Le nom du mouvement est identique au titre d’une revue nationaliste révolutionnaire, d’inspiration péroniste. Au plan idéologique, le père spirituel de TP est l’éditeur Franco Giorgio Freda (voir p...). Les principaux dirigeants de TP, Roberto Fiore et Gabriele Adinolfi sont également très marqués par l’ “Autonomie ouvrière” italienne. En 1980, à son apogée, TP reste surtout un mouvement romain, ville où se trouve son noyau central et où il peut compter sur des groupes structurés, implantés dans 7 ou 8 quartiers populaires. Son originalité : compter, selon ses dirigeants, un tiers d’ex-militants gauchistes dans ses rangs, séduits par l’activisme et la rhétorique révolutionnaire du mouvement. TP est touché de plein fouet par la vague répressive qui suit le sanglant attentat de la gare de Bologne (voir p...). Le 28 août 1980, ses principaux cadres sont arrêtés et maintenus -des années parfois- en prison avant que l’enquête ne finisse par les exonérer de toute participation au massacre. Principale accusation des magistrats : TP serait la superstructure politique légale des Noyaux armés révolutionnaires (voir p...). Les dirigeants restés libres, ou remis en liberté, choisissent le plus souvent de s’exiler (Roberto Fiore, à Londres, en septembre 1981). Le mouvement s’étiole et disparaît en 1984.

VI - NUCLEI ARMATI RIVOLUZIONARI

Les Noyaux armés révolutionnaires (NAR) sont de loin l’acteur principal de la scène du terrorisme noir italien. Constitués en octobre 1977, ils se manifestent pour la première fois le 23 décembre de cette année par une “nuit bleue” à Rome : les bombes visent notamment des locaux de la DC et du PCI. La revendication des NAR s’achève par ce slogan : “Contre un peuple de taupes se lève un peuple de loups !”.

Entre 1977 et 1982, les NAR sont responsables de 119 attentats : 108 attaques par explosif de bâtiments divers; 8 assassinats; 3 “embuscades armées”. Distribution géographique : Rome : 92 attentats par explosif, 6 assassinats, 3 embuscades; Naples, Turin : 5 attentats; Padoue : 4 attentats; Milan, Trente, Bologne : 2 attentats. Au total, 15 morts et 87 blessés. Après les succès de la répression en 1982, les NAR font encore sporadiquement parler d’eux : 2 morts et un blessé au cours de deux mitraillages entre 1982 et 85.

Comme ceux de “Terza Posizione”, les fondateurs des NAR sont très impressionnés par l’idéologie et le style de l’Autonomie ouvrière, au point de se réclamer de l’ “Autonomie noire”. Les magistrats qui ont enquêté sur les NAR estiment que ceux-ci n’ont jamais formé une organisation unitaire -d’où le pluriel du titre “Noyaux...”. Peu ou pas de textes théoriques ou explicatifs signés des NAR, juste de brèves revendications d’attentats. D’où le soupçon, nourri par les juges, d’un partage des tâches entre TP et NAR du type “la tête et les jambes”.

Au sommet des NAR, un “comité révolutionnaire” d’une dizaine de membres décide, en théorie, des actions. On y trouve, selon la justice italienne, Paolo Signorelli (l’ “idéologue”, voir p...), Gilberto Cavallini, Luigi Ciavardini, Valerio Fioravanti, Francesca Mambro, Stefano Soderini, Pasquale Relsito, Franco-Maria Massimi et Andrea Calvi.

Mais, aux NAR, spontanéité ne signifie pas amateurisme. Les enquêtes ont révélé à ce propos une pratique consommée de la clandestinité :

- . Attaques à main armée d’établissements bancaires pour financer l’achat d’armes, de munitions et d’explosifs,
- . Stages “militaires” dans des zones désertes de la campagne italienne et même au Liban,
- . Existence de structures de blanchiment d’argent.

Les attentats physiques des NAR visent toujours des cibles précises : politiciens, “traîtres”, magistrats, etc. Cela dit, le professionnalisme des NAR est loin de celui des Brigades rouges : il arrivera que des innocents tombent par méprise sous leurs balles, confondus avec des journalistes ou des avocats anti-fascistes. Le 28 octobre 1978, leur premier meurtre est celui d’un jeune militant du PCI. En janvier 79, virage idéologique : les NAR proposent une trêve aux activistes d’extrême-gauche et leur proposent même une alliance “contre le régime” pour, ensemble “changer le système”. mais, peu après, un commando des NAR mitraille les locaux de la radio gauchiste romaine “Citta Futura” : 5 blessés. En juin de la même année, une bombe dans un local du PCI, à Rome, fait 23 blessés. Le 12 février 80, un

commando NAR assassine un militant d'Autonomie Ouvrière. Le 23 juin de la même année, les NAR assassinent à Rome le juge Mario Amato, spécialisé dans le terrorisme néo-fasciste.

VII - MOVIMENTO POPOLARE E RIVOLUZIONARIO

Le Mouvement populaire et révolutionnaire est de la même génération que Terza Posizione et les NAR. Son existence - météorique- débute par une importante "nuit bleue" à Rome, en 1979 (attentats contre l'Hôtel de ville, le Conseil supérieur de la magistrature, le Ministère des Affaires étrangères, la prison Regina cœli) puis cesse de faire parler de lui.

PORTRAITS

STEFANO DELLE CHIAIE

Considéré par la presse italienne -de façon un peu mélodramatique- comme le "cerveau" du terrorisme noir italien, Stefano Delle Chiaie, un petit homme trapu né en 1936, adhère très jeune au MSI et devient vite le secrétaire de la section "missini" du quartier Appio, à Rome. En 1958, il quitte le MSI pour Ordine Nuovo. En 1963, il fonde Avanguardia Nazionale qui recrute ses premiers militants au MSI aussi bien qu'à Ordine Nuovo. Après un parcours activiste, mais légal -en apparence du moins- il s'enfuit d'Italie en juillet 1970, alors que la police italienne s'intéresse à sa participation éventuelle à l'"attentat anarchiste" de la piazza Fontana, à Milan, en décembre 1969. Jusqu'en 1975, année de la mort du général Franco, Delle Chiaie réside principalement en Espagne, où il participe aux activités du "Bataillon Basque Espagnol", un ancêtre direct des "Groupes Antiterroristes de Libération", GAL.

Après 1975, Delle Chiaie poursuit sa cavale en Amérique Latine. On le signale en Argentine, au Chili, En Bolivie. Dans ce dernier pays, il est lié au général-dictateur Luis Garcia Mesa, auteur d'un coup d'Etat en juillet 1980 et à son ministre de l'Intérieur, le colonel Luis Arce Gomez. Entre 1980 et 82, année où la Bolivie retrouve un gouvernement civil, Delle Chiaie et son lieutenant Pier-Luigi Paglai travaillent pour les services spéciaux boliviens : intimidation et trafics divers - notamment de la cocaïne. Leur base est à Santa-Cruz, dans la partie méridionale de la Bolivie, toute proche du Brésil. En 1982, les SR italiens manquent de peu son arrestation dans cette région; Pier-Luigi Paglai, lui, est grièvement blessé dans l'opération et arrêté.

Au cours des années 80, Delle Chiaie est successivement inculpé dans toutes les grans attentats-massacres : Piazza Fontana, Italicus, gare de Bologne; ainsi que dans le "Golpe Borghese" et pour l'assassinat du juge Occorsio.

Le 27 mars 1987, après 17 ans de cavale, Stefano Delle Chiaie est arrêté à Caracas, Venezuela, et transféré à Rome. Il est libéré au début de l'été 1991, après avoir été acquitté -première instance, appel- dans toutes les affaires ci-dessus évoquées. Motif unique : absence de preuves. En août 1991, Delle Chiaie a fondé la Ligue National-Populaire, LNP, dont le siège est à Rome, place Tuscolo. un mouvement de la droite dure, bien sûr, mais dont la stratégie est électorale. Pour sa propagande, la LNP dispose d'une télévision locale, à Rome, et d'une agence de presse, "Publicondor".

GORGIO FRANCO FREDA

Proche à l'origine de "Jeune Europe"⁹, G. F. Freda est l'un des idéologues du courant que la presse de la péninsule appelle par dérision "nazi-maoïste". Dès 1969, dans sa ville de Padoue, Freda est, avec le groupe maoïste "Potere operaio" et en présence d'envoyés du Fatah, l'organisateur de la première grande manifestation pro-palestinienne jamais réunie en Italie. Fondateur des "Editions du AR", Freda a notamment publié le livre vert du colonel Kadhafi. Freda, qui a passé une bonne partie de ces vingt dernières années en prison pour "conspiration politique" -un chef d'inculpation aussi flou que commode- s'enfuit d'Italie à l'automne de 1978 alors qu'il est inculpé dans l'affaire de la piazza Fontana, à Milan (voir p...). Il est arrêté au Costa-Rica en août 1979 et extradé vers l'Italie. Il est finalement libéré au début de l'année 1986, après une campagne de presse organisée en sa faveur par l'éditeur nationaliste-révolutionnaire Jean-Gilles Malliarakis ("Giorgio Freda, l'éditeur emprisonné", Librairie Française, septembre 1985)

CLAUDIO MUTTI

L'itinéraire de Claudio Mutti est révélateur du climat de confusion intellectuelle -on est tenté de dire confusion mentale- dans lequel évoluent la plupart des groupes extrémistes italiens. Lycéen Mutti milite à "Jeune Europe"¹; il collabore également à la revue "La Nation Européenne", selon ses propres termes "l'organe d'un paneuropéisme anti-atlantique solidaire des mouvements de libération". Brillant étudiant, il enseigne bien-t la philologie hongroise et roumaine à l'Université de Bologne. Entre 1970 et 72, il anime un mouvement "nazi-maoïste" nommé "Organisation Lutte du Peuple", OLP. Il préside ensuite l'association de solidarité Italie-Libye. En 1977, il se convertit à l'Islam et devient "Omar Amin"; il se rallie deux ans plus tard à la révolution islamique d'Iran. En 1980 -toujours musulman- il n'en est pas moins proche de "Terza Posizione", ce qui lui vaut de passer une bonne partie de l'été et de l'automne 80 en prison, suite à l'attentat de la gare de Bologne. En 1985, il fonde à Rome une maison d'édition "All'insegna del Veltro". Il a traduit en italien de nombreux textes de la Garde de fer roumaine et publié en 1979 une anthologie de textes ésotériques islamiques "La via del cuore". Deux de ses livres ont été publiés en français : "Le symbolisme dans la fable (Guy Trédaniel, 1979) et "Symbolisme et art sacré en Italie" (Archè, 1980).

⁹ T&VP N° 1, avril 1991, pp. 35 et suiv

ALDO SEMERARI

Professeur de psychiatrie fort connu, titulaire de la chaire d'anthropologie criminelle à l'Université de Rome et expert auprès des tribunaux, Aldo Semerari est aussi l'un des inspirateurs intellectuels des courants néo-fascistes radicaux. Cela lui vaut d'être pris dans la grande rafle qui suit le massacre de la gare de Bologne (août 1980) et de rester en prison jusqu'au printemps de l'année suivante. En avril 82, son corps décapité est retrouvé près de Naples, sur le territoire d'un des chefs de la mafia napolitaine, la Camorra. Le même jour, sa secrétaire est retrouvée "suicidée" dans son appartement romain. Une affaire non élucidée à ce jour, mais qui montre bien les liens secrets qui unissent -ou ont uni à une certaine époque- certains personnages de la scène néo-fasciste radicale et la grande criminalité organisée de type mafieux.

PAOLO SIGNORELLI

Militant néo-fasciste de toujours, Signorelli suit un parcours classique : adhésion au MSI, sympathies pour sa tendance radicale, départ pour Ordine Nuovo. Simultanément, il poursuit sa carrière d'enseignant dans le secondaire : il est professeur de philosophie et d'histoire, à Rome. Théoricien du nationalisme révolutionnaire, Signorelli est l'inspirateur intellectuel des Noyaux Armés Révolutionnaires. A ce titre il est incarcéré après le massacre de la gare de Bologne et le reste la plupart du temps jusqu'en 1987. Partie-prenante dans tous les procès concernant les attentats-massacres attribués aux néo-fascistes, Signorelli a déjà été condamné trois fois à la prison à perpétuité. Des jugements qui ont tous été annulés en appel ou en cassation.

MARIO TUTTI

Delle Chiaie est la première grande figure mythique du néo-fascisme radical de l'Italie contemporaine; Mario Tutti, longtemps dirigeant d'Ordine nuovo en Toscane, est la seconde. Né en 1947, Toscan, géomètre de profession, marié et père de deux enfants, Tutti est -selon la justice italienne- partie prenante dans la plupart des massacres ferroviaires et l'un des interlocuteurs favoris des chefs de la loge P.2 (voir "complots" p...). Après les deux attentats de Brescia et de l'Italicus (voir p... et...), deux carabinieri se présentent en janvier 1975 à son domicile, à Empoli, non loin de Florence, pour l'entendre : il les abat tous les deux et plonge dans la clandestinité. Le 27 juillet de la même année, il est arrêté à Saint-Raphaël, en France, et extradé. Il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité l'année suivante pour le double meurtre. En prison, il étrangle en août 1981 Ermano Buzzi, un autre néo-fasciste qui s'appropriait à faire des révélations sur le massacre de Brescia. En 1983, au procès en première instance de l'attentat contre l'Italicus, Tutti est acquitté faute de preuves; en appel (1986) il est condamné à la réclusion à perpétuité. En avril 1991, nouveau procès pour l'attentat contre l'Italicus : Tutti est à nouveau acquitté. En prison, il réalise avec G. F. Freda une revue théorique nationaliste-révolutionnaire intitulée "Quex".

4 - ATTENTATS, ENQUETES, PROCES

1 - La Banque de l'Agriculture, piazza Fontana à Milan

Le 12 décembre 1969, une bombe de forte puissance explose dans la succursale de la piazza Fontana de la Banca dell'Agricoltura, à Milan : 17 morts, 88 blessés. L'enquête s'oriente d'abord vers les milieux anarchistes : Pietro Valpreda et Giuseppe Pinelli, deux militants libertaires, sont bien-tôt arrêtés et inculpés. Durant un interrogatoire, Pinelli "se jette par la fenêtre" de la préfecture de police et meurt.

Ce premier attentat grave dans l'Italie post-mussolinienne va permettre à certains magistrats, relayés par la presse de lancer une hypothèse qui connaît rapidement un considérable succès public : celle d'une "Stratégie de la tension" à l'oeuvre dans le pays. Selon cette hypothèse, au moment même où la gauche, parti communiste en tête, est en forte progression en Italie, il s'agirait, grâce à des attentats-massacre jamais revendiqués, de créer un climat de violence et de peur. Résultat : l'instauration d'un gouvernement de la droite dure, doté d'un programme de type "loi et ordre"; ou même un coup d'Etat militaire.

De fait, le juge Vittorio Occorsio abandonne peu à peu la piste anarchiste dans l'affaire de la Banque de l'Agriculture et dès 1970 oriente ouvertement son enquête vers les milieux néo-fascistes. Le 10 juillet 1976, ce juge qui s'était spécialisé dans le terrorisme néo-fasciste, est assassiné par Pier-Luigi Concutelli, un militant d'Ordine Nuovo, ce qui donne a posteriori un certain poids à cette théorie.

Le premier procès se déroule en février 1979 au tribunal de Catanzaro. Dans le box des inculpés, trois néo-fasciste :

. Franco Freda (voir portrait p...)

. Guido Giannettini, "journaliste" et agent du SR militaire italien, le service d'information de la Défense (SID, dissous en 1975), infiltré dans les milieux néo-fascistes. Réfugié en Argentine, il a été extradé vers l'Italie.

. Giovanni Ventura, éditeur néo-fasciste, lui aussi réfugié en Argentine puis extradé.

Ils sont condamnés en première instance à la prison à perpétuité, pour le massacre.

En mars 1981, procès en appel, toujours à Catanzaro. Freda, Giannettini et Ventura sont acquittés, en ce qui concerne l'attentat, pour "manque de preuves". Freda et Ventura sont cependant condamnés à 15 ans de prison pour "association

subversive”. L’anarchiste Pietro Valpreda est également acquitté pour “insuffisance de preuves”. Le tout après 12 ans d’enquête et 92 heures de délibération.

En 1984, nouveau procès en appel, cette fois au tribunal de Bari : Freda, Giannettini et Ventura bénéficient d’un non-lieu.

En juin 1986, Stefano Delle Chiaie et l’un de ses complices sont à leur tour inculpés de “responsabilité directe” dans l’attentat de la piazza Fontana par le parquet de Catanzaro.

En 1987, nouveau procès à Bari et re-acquittement de Freda, Giannettini et Ventura.

En février 1989, la cour d’appel de Palerme acquitte, “faute de preuve” Delle Chiaie et son complice.

On en est, cette année-là, à 9 procès émaillant 20 ans d’enquête. Sans qu’on perçoive l’ombre d’une réponse concrète aux trois simples questions suivantes : qui a ordonné le massacre ? Qui l’a réalisé ? Et pourquoi ?

2 - La manifestation syndicale de la piazza della Loggia à Brescia

Le 28 mai 1974, une bombe cachée dans une poubelle explose sur la piazza della Loggia à Brescia, au moment où s’y déroule une manifestation syndicale : 9 morts, 100 blessés.

En première instance, trois militants néo-fascistes, Cesare Ferri, Giorgio Catini et Alessandro Stephanoff sont condamnés à de lourdes peines de prison pour leur participation à l’attentat. En mars 1989, au bout de sept procès et de quinze ans d’enquête, la cour d’assise de Milan après celle de Brescia, acquitte une énième fois, lors d’un -dernier ?- procès en appel, Ferri, Catini et Stephanoff, précisant que “leur culpabilité est exclue dans l’exécution de l’attentat”.

Là encore, qui a commandité et réalisé l’attentat, et pourquoi ? Mystère.

3 - Les attentats ferroviaires

Entre 1974 et 1984, il y a douze tentatives d’attentats à l’explosif sur un tronçon ferroviaire de ±100 kilomètres, traversant les Appennins entre les villes d’Arezzo et de Bologne, sur la voie Florence-Bologne. Les trois tentatives réussies, des massacres de passagers innocents dans des trains ou des gares, ont fait 115 morts et plus de 300 blessés.

A) Le train “Italicus” Rome-Munich

Le 4 août 1974 une bombe explose à bord du train “Italicus” qui relie Rome à Munich. Le train passe à ce moment par San Benedetto - Val di Sambro, dans la banlieue de Bologne : 12 morts, 44 blessés.

L’enquête et l’instruction sur l’attentat de l’Italicus durent 7 ans. Le procès commence en novembre 1981. Sont jugés les néo-fascistes toscans Mario Tutti, Luciano Franci, Piero Malentacchi et Florentino Castiglioni. Ils auraient agi, en liaison avec la loge maçonnique subversive “P.2”, (voir complots, P...) dans le cadre de la “stratégie de la tension”.

Le procès dure jusqu’au 20 juillet 1983; plus de 700 témoins sont entendus. Résultat : beaucoup de construction hypothétiques et bien peu de preuves. Non-lieu général. L’affaire est re-jugée et le 4 avril 1991, la cour d’assise de Bologne acquitte encore une fois, en appel Tutti et Franci.

B) La gare de Bologne

Le 2 août 1980, jour de grands départs, des milliers de vacanciers se pressent dans la gare de Bologne, lorsqu’à 10h 25 du matin, une bombe de forte puissance explose dans la salle d’attente des 2° classe. Un engin de 25 kilos, à la composition chimique assez sophistiquée (nitroglycérine, nitrate d’ammonium, sulfate de Baryum, dynamite, T.4) qui produit un carnage : 85 morts (beaucoup d’italiens, quelques allemands, un japonais, une française) et 200 blessés. L’Italie, horrifiée exige de l’Etat et de la Justice une réponse foudroyante. Et effectivement, 28 militants et cadres des Noyaux armés révolutionnaires (NAR, voir p...) -dont Paolo Signorelli (voir portrait, p...)- sont arrêtés et inculpés en un temps record : 27 jours après l’attentat.

La justice va-t-elle passer? Non : car, comme à l’habitude, l’enquête et l’instruction s’enlisent. Premier procès en 1984 : tous les inculpés sont relaxés. Le Conseil supérieur de la magistrature prend alors la décision -rare- de changer l’équipe de magistrats chargés de l’instruction. L’affaire redémarre à zéro.

Le 14 juin 1986, 19 militants et cadres néo-fascistes (des NAR, principalement) sont inculpés. Le procès commence à Bologne le 19 janvier 1987, au gymnase de la prison de la ville. 20 accusés, un dossier d’instruction de 150 000 pages.

Au centre de l’acte d’accusation, la loge maçonnique subversive P.2, centre de pouvoir occulte accusé d’avoir voulu ressusciter la “stratégie de la tension”. (voir “complots”, p...). Extrait de l’acte d’accusation : “Un pouvoir invisible, lié à la criminalité organisée, au terrorisme, à certains milieux politico-militaires, à certains secteurs des services secrets et à des franges de la Maçonnerie, qui a eu une incroyable capacité de contr”le sur les institutions, jusqu’à devenir un Etat dans l’Etat”.

Au banc des accusés, 20 inculpés : des terroristes néo-fascistes, des mafieux napolitains ou siciliens, d’anciens responsables des SR militaires. Selon l’acte d’accusation, ils ont été couverts par le Grand-maître vénérable de la Loge P.2, Licio Gelli, en fuite, le Général Pietro Musumeci, du SISMI (SR militaire), Francesco Paziienza, Grand-maître adjoint de la P.2. Leur inspirateur dans le mouvement néo-fasciste était Paolo Signorelli (voir “portraits”, p...). Massimiliano Facchini, était l’artificier et les exécutants, deux militants connus des NAR : Valerio Fioravanti, un acteur connu du cinéma publicitaire, et Francesca Mambro, sa compagne; 22 et 20 ans au moment du massacre.

L’accusation repose essentiellement sur les dires de deux néo-fascistes repentis, Aldo Tisei et Paolo Leandri. Ces déclarations mises à part, beaucoup d’indices, peu de preuves. Tous les inculpés, sans exception, nient avoir été mêlés à l’affaire.

En juillet 1988 après 17 mois de procès, 205 audiences et 18 jours de délibération, Massimiliano Facchini (pour avoir préparé la bombe); Sergio Picciafuoco, Valerio Fioravanti et Francesca Mambro (organisateurs matériels du massacre)

sont condamnés à la détention criminelle à perpétuité. Paolo Signorelli est condamné à 12 ans de prison (constitution de bande armée); le Général Musumeci et son adjoint le colonel Belmonte, tous trois de la Loge P.2 sont condamnés à 10 ans de prison “pour avoir brouillé les pistes” et Licio Gelli (en fuite) à 5 ans pour le même motif. Stefano Delle Chiaie est acquitté.

Après ce jugement en première instance, vient, en juillet 1990, le procès en appel. Après deux semaines de délibération, la cour d’appel de Bologne acquitte Facchini, Picciafuoco, Pazienza, Gelli, Fioravanti et Mambro pour “insuffisance de preuves”. Les deux derniers cités sont par ailleurs condamnés à 13 et 12 ans de détention pour “participation à bande armée”. Le Général Musumeci et le Colonel Giuseppe Belmonte, son adjoint, voient leur peine ramenée à 3 ans de prison pour un simple “faux témoignage”.

C) Le train 904 Naples-Milan

Le 23 décembre 1984, une bombe explose à bord du rapide 904 Naples-Milan, alors qu’il s’est engagé sous le tunnel de l’Appennino, long de 18 kilomètres. L’attentat se produit presque au même endroit que celui qui a frappé l’“Italicus” dix ans auparavant, non loin de San Benedetto-Val di Sambro : 15 morts, 120 blessés.

En octobre 1985, l’enquête permet d’arrêter un ancien député du MSI, Massimo Abbatangelo. En avril de la même année, Giuseppe Misso, chef local de la Camorra dans le quartier de la Sanita, à Naples, avait déjà été arrêté dans le cadre de la même affaire. Les débris d’explosifs et de détonateurs retrouvés dans les débris du train étaient d’un type déjà employé auparavant par la Mafia et la Camorra. Misso aurait été chargé de l’attentat par un important “Capo” de la Mafia, Pippo Calò, qui remplit les fonctions de trésorier de l’organisation. Motif : A l’époque, la Mafia est durement touchée par les révélations d’un repentir de haut vol, Tommaso Buscetta, qui ont entraîné 500 arrestations. L’attentat, en détournant l’attention du public -donc de la police et de la justice- sur le terrorisme, permettait à la Mafia de souffler et de reconstituer son organisation. C’est le neveu de Giuseppe Misso, un jeune homme du nom de Carmine Lombardi, qui a déposé la bombe dans le train avant de descendre à l’arrêt de Florence. Le 5 mars 1985, Lombardi est assassiné sur l’ordre de Misso, qui est pourtant à la fois son oncle et son parrain. En juillet 1987, Pippo Calò et sept autres mafiosi sont inculpés pour l’attentat, en compagnie de Friedrich Schaudin, un allemand, préparateur de la bombe. Un premier procès voit Pippo Calò et un autre mafioso condamné à perpétuité pour l’attentat, mais le 5 mars 1991, la cour d’appel de Florence prononce un non-lieu contre les deux mafiosi.

Le 29 mars 1991, la cour d’assises de Florence condamne Massimo Abbatangelo à la réclusion criminelle à perpétuité pour attentat, terrorisme, port et détention d’explosifs. Le condamné devra également verser aux victimes 24 millions de francs de dommages et intérêts. Selon le procureur, Abbatangelo aurait remis les explosifs utilisés pour l’attentat à l’un de ses amis, militant néo-fasciste qui, à son tour, aurait sous-traité l’opération à des mafiosi siciliens. Pourquoi ? Mystère. Mais il s’agit là d’un jugement en première instance. Attendons donc sereinement les acquittements en appel...

EN CONCLUSION : SINGULARITES, OMBRES, MYSTERES

Procès après procès, et dans de nombreuses interviews, la justice italienne a dessiné la silhouette du terrorisme noir italien. Selon elle, il compte trois tendances aux contours flous et qui parfois se chevauchent :

- . Les auteurs d’attentats ciblés et revendiqués du type NAR,
- . les putschistes style “Rose des Vents”,
- . les auteurs d’attentats-massacres agissant dans le cadre d’une “stratégie de la tension”.

L’indéniable réalité des deux premières tendances apparaît à la lecture attentive du dossier.

- . Oui, il y a bien eu des tentatives de putsch, même si les conspirateurs n’étaient pas des plus redoutables,
- . Oui, des extrémistes néo-fascistes sont bien passés au terrorisme en s’inspirant d’abord des Brigades rouges, puis, surtout, d’Autonomie prolétarienne. Ils l’ont fait plus tard et de façon plus limitée que leurs modèles, mais ils l’ont fait. Chiffre significatif : il y avait, en 1985, 1250 terroristes révolutionnaires dans les prisons italiennes (Brigades rouges, etc.) et 350 “Noirs” (NAR, etc.). Cela montre bien que les néo-fascistes passés à la lutte armée dans les années 70 sont tout, sauf de petits saints.

Les mouvements qui les rassemblaient ont-ils pour autant été les pions de la “Stratégie de la tension” et à ce titre les auteurs des grands attentats-massacres relatés plus haut ? C’est moins sûr et, à vrai dire, les accusations de certains magistrats italiens n’emportent pas la conviction.

Y a-t-il d’abord vraiment eu “Stratégie de la tension” planifiée, c’est-à-dire décidée par de mystérieux commanditaires et exécutées par les groupes néo-fascistes radicaux, entre 1969 et 1974, selon un partage des rôles type “la tête et les jambes” ? Les listes d’attentats attribués aux néo-fascistes, publiées chaque année par les autorités italiennes, ne le démontrent pas :

Année	Nombre d’attentats	Année	Nombre d’attentats
1969	16	1975	14
1970	2	1976	10
1971	16	1977	43
1972	15	1978	78
1973	27	1979	146
1974	43	1980	72

Total général 1969-1980 : 482 attentats

Dans les années de la “Stratégie de la tension”, soit de 1969 à 1974, il y a eu 119 attentats, soit un peu moins de 20 par an. Ce nombre va-t-il diminuer de façon sensible à partir de 1975, quant la dite “stratégie” n’est plus, selon ses théoriciens, à l’ordre du jour ? C’est exactement le contraire qui se produit : on compte 291 attentats entre 1975 et 1979, soit plus de 58 par an ! En 1980, année où la “stratégie de la tension” fait à nouveau parler d’elle, il y a 72 attentats : moins de la moitié que l’année précédente (146), censée s’inscrire, elle, dans une période de calme.

Comment les mystérieux commanditaires s’y sont-ils pris pour que le nombre d’attentats soit quasiment multiplié par trois après l’abandon de leur fameuse stratégie ? Une confusion entre le frein et l’accélérateur ? En tout cas, l’idée d’une stratégie planifiée et méthodique ne ressort pas du seul élément indubitable du dossier : la nomenclature détaillée des attentats, étant entendu qu’on peut inventer à peu près tout; dissimuler ce que l’on veut sauf des attentats à la bombe et des meurtres spectaculaires...

Les attentats-massacres, ensuite : pour que leurs mobiles soient révélés, pour que soient condamnés exécutants et commanditaires, la justice italienne a mobilisé un appareil d’une ampleur peut-être sans précédent dans un Etat de Droit : procès par dizaines; enquêtes s’étendant sur plus de vingt ans; audiences par milliers; dossiers de plusieurs centaines de milliers de pages. Les tribunaux de Bari, de Bologne, de Brescia, de Catanzaro, de Florence, de Milan, de Palerme, de Rome sont saisis tour à tour; en première instance puis en appel; les juges travaillant sous le contrôle du Conseil supérieur de la magistrature. Total : une cascade de non-lieux et d’acquittements -que des acquittements, d’ailleurs, en appel, pour l’attentat de la Piazza Fontana à Milan, pour celui de la piazza della Loggia à Brescia, pour les massacres ferroviaires. Motif uniforme : absence de preuves tangibles.

Ces preuves permettant d’accabler des néo-fascistes, l’ensemble de la magistrature italienne -où l’influence du parti communiste reste forte- aurait-il décidé de les négliger, voire de les détruire, dans le cadre d’une conspiration aux dimensions babyloniennes ? Peu vraisemblable.

Et les militants néo-fascistes -dont on a vu l’activité terroriste ciblée, celles des NAR, par exemple, émaillée de bavures et de maladroites-, seraient-ils devenus les rois du crime parfait, capables d’escamoter jusqu’au dernier indice de leur passage, au fait qu’ils agissaient dans le cadre de la “Stratégie de la tension” ? Difficile à croire. D’autant plus qu’aucun -pas un seul- des néo-fascistes mis en cause dans les affaires d’attentats-massacres n’a jamais revendiqué un acte de cette sorte; ni même admis d’y avoir participé. Ce dans un pays où même les plus durs se sont “repentis” : la direction stratégique des Brigades rouges, par exemple.

Mais qui, alors, a commis ces attentats-massacres, eux, tristement réels ?

L’état actuel du dossier condamne aux hypothèses. La moins invraisemblable : un centre de pouvoir -indigène-clandestin, du type Loge P.2 ou service secret dévoyé manipulant, non les appareils néo-fascistes eux-mêmes, mais leurs éléments marginaux, de ces personnages faibles, confus; mythomanes ou illuminés; conspirateurs maladroits qui rodent toujours autour des mouvements extrémistes. Ces massacres s’accomplissant, dans le cadre d’obscur jeu de pouvoir où crime, corruption et politique se mêlent inextricablement. Un jour, nous saurons peut-être qui a fait commettre ces crimes affreux, et pourquoi. La solution sera sans doute plus simple que toutes les constructions hypothético-paranoïaques échafaudées ces vingt dernières années. Mais ce que l’on voit permet déjà de supposer des motifs à la fois absurdes, enfantins et consternants.

Annexe

Date	Cabinet	“STRAGI” : les grandes dates	Grandes dates du terrorisme rouge
Février 1959 ➡ fev. 60	Président du Conseil : Antonio SEGNI (DC); Majorité parlementaire : Démocratie Chrétienne (DC)		
Mars 1960 ➡juillet 60	Fernando TAMBRONI (DC) DC + une tentative avec le Mouvement Social Italien (MSI)		
Juillet 1960 ➡février 62	Amintore FANFANI (DC) DC		
Février 1962 ➡ mai 63	Amintore FANFANI (DC) DC+Parti Social-Démocrate (PSDI)+Parti Libéral (PLI)+Parti Républicain (PRI)		
Juin 1963 ➡nov. 63	Giovanni LEONE (DC) DC		
Novembre 1963 ➡ juin 64	Aldo MORO (DC) DC +Parti Socialiste (PSI)+PSDI		
Juin 1964	Aldo MORO (DC)		

Janvier 66	DC+PSI+PSDI+PRI		
Février 1966	Aldo MORO (DC)		
juin 68	DC+PSI+PSDI+PRI		
Juin 1968	Giovanni LEONE (DC)		
novembre 68	DC		
Décembre 1968	Mariano RUMOR (DC)		
juillet 69	DC+PSI+PRI		
Août 1969 ➔ février 70	Mariano RUMOR (DC) DC	Décembre 69 : attentat contre la Banque de l'Agriculture, Piazza Fon-tana, à Milan; 17 morts, 88 blessés.	
Mars 1970	Mariano RUMOR (DC)		
juillet 70	DC+PSU+PRI+PSI		
Août 1970 janvier 72	Emilio COLOMBO (DC) DC		Apparition des "Brigades Rouges" (BR); premières opérations de "propa-gande armée" entre août et novembre 70.
Février 1972 ➔ juin 72	Giulio ANDREOTTI (DC) DC		
Juin 1972 ➔ juin 73	Giulio ANDREOTTI (DC) DC+PSDI+PLI		
Juillet 1973 mars 74	Mariano RUMOR (DC) DC+PRI+PSI+PSDI		
Mars 1974 octobre 74	Mariano RUMOR (DC) DC+PSI+PSDI	Mai 74 : une bombe explose à Brescia, lors d'une manifestation syndicale : 9 morts, 100 blessés. Août 74 : attentat contre le train Italicus : 12 morts, 44 blessés.	Avril 74 : premier enlèvement spectacle des BR : le juge Mario Sossi est enlevé, puis libéré à Gènes.
Novembre 1974	Aldo MORO (DC) DC+PRI		
Novembre 1974 ➔ février 75	Aldo MORO (DC) DC+PRI+PLI+PSDI		
Février 1975 juillet 76	Aldo MORO (DC) DC		Mai 75 : premier "tir aux jambes" sur un politicien démocrate-chrétien, à Milan. (BR) Juin 76 : premier assassinat d'un magistrat par les BR, le procureur général de Gènes, Francisco Coco et ses 2 gardes du corps.
Juillet 1976 ➔ février 79	Giulio ANDREOTTI (DC) DC		Mars 78 : enlèvement d'Aldo Moro et assassinat des 5 gardes de son escorte (BR) Mai 78 : assassinat d'Aldo Moro (BR). Assassinat, à Gènes d'un permanent syndical de la CGT italienne, militant du PCI, par les BR
Février 1979 mars 79	Hugo LA MALFA (PRI) PRI+DC		
Mars 1979 ➔ août 79	Giulio ANDREOTTI (DC) DC		
Août 1979 ➔ octobre 80	Francesco COSSIGA (DC)	Août 80 : attentat à la gare de Bologne; 85 morts, 200 blessés.	Février 80 : assassinat du vice-président du Conseil Supérieur de la Magistrature (BR).

Octobre 1980 ➔ juin 81	Arnaldo FORLANI (DC) DC		Décembre 80 : enlèvement du juge Giovanni d'Urso, libéré en janvier 81 (BR).
Juin 1981 ➔ décembre 82	Giovanni SPADOLINI (PRI) PRI+DC		Décembre 81 : enlèvement à Vérone du général américain de l'OTAN Lee Dozier; libéré par la police en janvier 82 (BR-PCC).
Décembre 1982 ➔ avril 83	Amintore FANFANI (DC) DC		
Avril 1983 ➔ avril 87	Bettino CRAXI (PSI) PSI+PSDI+PRI+PLI+DC	Décembre 84 : attentat contre le train 904 Naples-Milan : 15 morts, 120 blessés.	Février 86 : dernier acte "stratégique" des BR moribondes et traversées de scissions : assassinat à Florence d'un politicien local, Lando Conti.
Juillet 1987 ➔ mars 88	Giovanni GORIA (DC) DC		
Avril 1988 ➔ mai 89	Ciriaco DE MITA (DC) DC		
Juin 1989 ➔ ...	Giulio ANDREOTTI (DC) DC+PSI+PSDI+PLI		

L'ERE DES COMLOTS

"Encourager, constituer et organiser, avec le concours d'autres personnes, une association secrète de militaires et de civils visant à provoquer une insurrection armée" : voici comment un magistrat de Padoue définit la tentative de coup d'Etat dans l'un de ses réquisitoires. A la clé, des inculpations d'une gravité croissante : "association subversive", "conspiration politique", "tentative de coup d'Etat", "insurrection armée".

Dans l'Italie des années 60 et 70, des militaires et des civils rêvent de sauver leur pays du communisme et de l'anarchie en s'emparant du pouvoir pour rétablir l'autorité de l'Etat. Une chimère absurde ? A l'ouest, le Portugal et l'Espagne vivent depuis plusieurs décennies sous des régimes autoritaires ; au nord, le général De Gaulle vient de revenir au pouvoir ; à l'est, les colonels grecs réussissent leur coup d'Etat du 21 avril 1967.

Mais les conspirations qui défraient la chronique italienne entre 1964 et 1974 tiennent plus du complot d'opérette que du coup d'Etat savamment ourdi : première tentative : en juillet 1964, le général De Lorenzo, du corps des carabinieri (la gendarmerie italienne) déclenche le "plan Solo", qui échoue misérablement dans une totale pagaille, malgré l'aide active du service de renseignement militaire de l'époque, le SIFAR -dissous par la suite et remplacé par le SID.

En décembre 1970, c'est le "complot de la rose des vents fomenté par le prince Junio Valerio Borghese, héros de la guerre sous-marine dans le second conflit mondial et dignitaire de la République sociale italienne (1943-45). Appuyé par des industriels, des officiers supérieurs -dont le directeur de l'Académie militaire, le général Ugo Rica, Borghese projette des opérations de provocation -attentats, guérilla- en Italie du Nord. Mais le secret des conspirateurs est celui de polichinelle et l'opération avorte. Le prince Borghese s'enfuit en Espagne où il meurt en août 1974. C'est Giovanni Tamburino, jeune juge Padouan médiatique et ambitieux, qui instruit l'affaire et suit entre Rome, Milan, Turin, Bologne et Padoue une "piste noire" bien embrouillée. Procès en 1977 : les principaux conspirateurs sont condamnés à des peines de 10 à 15 ans de prison, pour avoir tenté de renverser la république. En juillet 1978, 46 inculpés du "golpe Borghese" sont condamnés à des peines légères pour "association subversive" ; le chef de "tentative de coup d'Etat" n'est pas retenu. Malgré cela, après quinze ans d'enquêtes et de procès, la Cour d'appel de Rome conclut qu'il n'y a pas eu de conspiration politique à proprement parler, mais bavardage entre farceurs et mythomanes et acquitte sans exceptions tous les conjurés.

Le 31 octobre 1974, le juge Tamburino inculpe d'"insurrection armée et de tentative de coup d'Etat" le général Vito Micelli, directeur du SID (Service d'Information de la Défense, le SR militaire) ainsi que son adjoint, le colonel Luciano Berti. Deux jours plus tard, le Parquet de Rome requiert l'arrestation d'une vingtaine de personnes -pour la plupart en fuite ou déjà incarcérées- pour "conspiration contre l'Etat". Selon les magistrats, les conjurés voulaient séquestrer le président et occuper son palais, conduire une insurrection armée avec destruction de ponts, pollution des eaux, coupure d'oléoducs ; faire exécuter, enfin, des hommes politiques, des magistrats et des syndicalistes. Pas moins.

Mais là encore, l'affaire tourne en eau de boudin : une succession d'enquêtes judiciaires très fouillées et de commissions parlementaires dotées de larges pouvoirs cherchent en vain un complot réel au sein de l'armée, des services de renseignement et de maintien de l'ordre, visant sérieusement à conquérir l'Etat. Ils ne trouvent rien et le général Micelli et le colonel Berti finissent par être acquittés avec leurs comparses, pour la plupart de seconds couteaux du milieu néo-fasciste. Reste l'affaire -beaucoup plus sérieuse- de la loge maçonnique subversive "Propaganda Due" - dite p.2.- un authentique centre de pouvoir clandestin infiltré aux plus hauts échelons de l'Etat, de l'armée, du monde économique et des milieux de la communication.

Entre l'état 1980 et le printemps 81, divers services de police enquêtant, les uns sur le massacre de la gare de Bologne (voir p...), les autres sur le Krach du flamboyant banquier sicilien Michele Sindona, butent sur un étrange personnage. Il s'agit de Licio Helli, homme d'affaires opulent, très proche des cénacles civils et militaires de la droite dure argentine.

10

A la fin des années 70, il a rencontré à plusieurs reprises dans sa suite de l'hôtel Excelsior à Rome, des dirigeants d'Ordine Nuovo. L'un d'entre eux se repent par la suite et raconte par le menu, en octobre 82, le contenu de ces discussions. Mais Licio Helli est surtout le Grand-maître d'une loge maçonnique très spéciale, le loge P.2.

"Propaganda Due" est à l'origine l'une des (+/-) 520 loges du Grand-Orient d'Italie qui compte (+/-) 15.000 membres. Le G.O. d'Italie est l'une des deux grandes obédiences de ce pays et est proche de la maçonnerie traditionnelle anglo-saxonne. Malgré des périodes de tension -le G.O. d'Italie affirme avoir "suspendu" la loge P.2 en 1975 ; puis avoir "rompu avec elle" en 1980- il est à noter que le G.O. n'a jamais exclu définitivement la P.2, ni procédé à sa dissolution. Selon Tina Anselmi (voir p...) "La Loge P.2 a pu s'incruster dans le pays depuis dix ans... avec la protection de la maçonnerie italienne et internationale".

La loge P.2 a été, semble-t-il, constituée dans le courant des années 60 (1966 ?) comme "loge couverte nationale", dépendant directement du Grand-maître national. En dehors des loges ordinaires et dans la plus grande discrétion, elle devait rassembler des "frères" hauts fonctionnaires et officiers généraux, ainsi que des dirigeants d'entreprises d'Etat, dont la carrière aurait pu souffrir sous des gouvernements démocrates-chrétiens hostiles à la maçonnerie.

"Propaganda Due" tire son nom d'une loge fondée à Turin au XIX^e siècle -avant l'unification de l'Italie- pour populariser les idéaux de la maçonnerie et qui s'appelait, de ce fait "Propaganda". Très secrète, elle regroupait de hauts dignitaires politiques du nord de l'Italie -et jusqu'au roi du Piémont lui-même entré en maçonnerie vers 1964-65- en devient le Grand-maître. C'est lui qui donne à la loge son allure de "Rotary-Club qui a mal tourné" et la lance dans des activités, certes subversives, mais qui soulèvent souvent dans la conspiration d'opérette, au bord, parfois, de l'infantilisme. A son apogée, la loge, subdivisée en 17 groupes (ateliers ?) semble avoir compté (+/-) 1720 membres, en grande majorité italiens. Une liste de membres de la P2 -"authentique et crédible" selon la commission d'enquête parlementaire- a été rendue publique ; elle comportait 953 noms. A ce jour, à notre connaissance, 758 "frères" de la P.2 n'ont toujours pas été identifiés.

Sur les 953 individus connus, on trouvait 175 officiers supérieurs, dont 52 des carabiniers (10 généraux) ; 9 de l'aviation ; 29 de la marine (6 amiraux) ; 50 de l'armée de terre ; 37 de la garde des finances (7 généraux) et 6 de la sécurité publique ; 119 hauts responsables des milieux financiers, dont 47 directeurs de banques ; 83 PDG d'entreprises d'Etat ; 12 PDG de sociétés privées ; 36 parlementaires ; 10 préfets ; 3 ministres ; quantité de directeurs et de secrétaires généraux de ministères, de hauts magistrats, etc. 4 maisons d'édition -dont la plus grande d'Italie, le groupe Rizzoli, 22 journaux (+/-) 20 dirigeants des radios et télévisions se trouvaient, à la même époque, sous l'influence de la P.2.

L'AFFAIRE DE LA LOGE P.2 : CHRONOLOGIE

1981

Mars : Michele Sindona, le "banquier de la Mafia et du Vatican" est arrêté à New-York, pour banqueroute. Il dénonce son mentor, Licio Gelli. Le 17 mars, la police perquisitionne dans la demeure de Gelli, la villa Wanda à Arezzo en Toscane, ainsi que dans divers bâtiments attenants. Dans un atelier de confection appartenant à Gelli, les policiers découvrent 32 cartons de documents confidentiels, dont une liste de 953 noms, partie du fichier des adhérents de la P.2. Gelli, lui, a pris la fuite avant l'arrivée de la police.

Mai : le Parquet de Rome fait perquisitionner le siège du Grand Orient d'Italie, à Rome. La Loge P2 est (?) l'une des 520 loges de cette obédience.

Juin : Arnaldo Forlani, président du conseil, rend publique une liste de 953 "frères" de la P.2 et annonce "des sanctions exemplaires". 34 officiers généraux et hauts-fonctionnaires sont inculpés.

1982

Juin : le Procureur de la République de Rome demande -déjà- un non-lieu dans l'affaire P.2. Oui c'est bien une société secrète, mais "elle n'a pas de fins criminelles". Le 18 juin, Roberto Calvi, PDG de la principale banque privée d'Italie, le banco Ambrosiano et "bras financier de la P.2" est trouvé pendu sous le pont des Frères Noirs, à Londres ; peu auparavant, sa banque a fait un krach d'1,2 milliard de dollars.

Septembre : le 13, Licio Gelli est arrêté au siège de l'Union de Banques Suisses, à Genève. Maquillé, détenteur d'un passeport argentin au nom de Mario Ricci, il se préparait à retirer 120 millions de dollars d'un compte numéroté.

¹⁰ Il a la double nationalité italo-argentine depuis 1973. Conseiller financier de l'ambassade d'Argentine à Rome, il possède un passeport diplomatique de ce pays

1983

Avril : Francisco Pazienza, N° 2 de la loge P.2 et ancien bras droit du général Giuseppe Santouito, chef du SR militaire (SISMI), disparaît d'Italie.

Août : Le 10, Licio Gelli s'évade de la prison genevoise de Champ-Dollon.

1984

Mai : La commission d'enquête parlementaire sur la loge P.2, présidée par Mme Tina Anselmi, une députée démocrate-chrétienne si pieuse et austère qu'on l'a baptisée "Khomeini en jupon", rend ses conclusions, après étude d'un dossier de 500.000 pages. La P.2 est "une structure complexe consacrée à des activités suspectes sinon illicites de pression et d'ingérence sur les mécanismes de décision de l'Etat les plus délicats. Cela à fin d'enrichissement ou de conquête d'un pouvoir plus important, aussi bien au niveau personnel qu'en faveur de la Loge en tant que telle".

Autres conclusions : la liste de 953 noms est authentique, mais pas exhaustive ; "les finalités de la Loge P.2 étaient non seulement parfaitement connues de ses adhérents mais constituaient en fait le motif même de leur entrée dans l'association". Mme Anselmi ajoute "nombre des officiers supérieurs figurant sur la liste des membres de la P.2 ont joué un rôle important dans des épisodes significatifs de l'histoire récente de notre pays, y compris lors d'événement de nature subversive".

Octobre : le général Pietro Musumeci, N° 2 du SISMI -et notamment responsable de la sécurité interne de ce service- son adjoint le colonel Giuseppe Belmonte et le chef du bureau d'Etat-major du SISMI, seconda d'Elisea sont arrêtés et inculpés d'association de malfaiteurs, de trafic et détention d'armes, d'abus de pouvoir et complicité. On leur reproche en fait d'avoir créé un noyau subversif -véritable SR parallèle- au sein de leur service.

1985

Mars : Francisco Pazienza est arrêté à New-York, porteur d'un passeport seychellois portant un faux nom.

Avril : Licio Gelli est inculpé de complicité de banqueroute frauduleuse dans l'affaire du Banco Ambrosiano.

1986

Mars : le 6, cinq ans après sa création, la commission d'enquête sur la P. 2, partie pour soulever des montagnes, accouche finalement d'une souris : elle demande au gouvernement de "prendre toutes les mesures pour éviter le renouvellement d'un tel scandale"...

Juillet : Francisco Pazienza est extradé vers l'Italie.

Septembre : le 21, Licio Gelli, qui a alors 68 ans, se constitue prisonnier en Suisse après quatre ans de "cavale" en Amérique latine, notamment au Paraguay.

Décembre : le procureur de la république de Florence requiert six ans de prison contre Licio Gelli pour avoir "financé des auteurs d'attentats à la bombe".

1988

Février : le 17, Licio Gelli est extradé vers l'Italie, où il ne pourra être inculpé que d'affaires financières (le droit helvétique ne connaissant pas les chefs d'inculpation de "subversion", "complot", etc.).

Avril : cardiaque, Licio Gelli est mis en liberté provisoire et assigné à résidence dans sa villa d'Arezzo.

Juillet : au procès de Bologne, Licio Gelli est condamné en première instance à dix ans de prison, pour avoir tenté d'aiguiller la justice sur une fausse piste.

1989

Avril : Licio Gelli publie un livre de mémoires intitulé -par antiphrase, sans doute- "La vérité" Il y donne sa définition de la loge P.2 : "un club d'amis dont les objectifs étaient strictement pacifistes et humanitaires... un lobby d'affaires comme il y en a partout dans le monde"...

1990

Novembre : Gag ultime : Licio Gelli se présente -sans succès- aux élections sénatoriales sous les couleurs de la "Ligue méridionale", un groupe fort suspect qui patronne également la candidature de Vito Ciancimino, ex-maire de Palerme révoqué et poursuivi pour appartenance à la Mafia. Programme de Gelli : "reconstruire une Italie honnête, démocratique et propre"...

DOSSIER

DEVIMCI SOL ET LE COURANT COMMUNISTE-COMBATTANT TURC

1 - Chronologie 1980-1991,

2 - Apparences communistes-combattantes, réalités ethniques et religieuses,

3 - Le communisme-combattant en Turquie : histoire, évolution, scissions,

4 - Dev. Sol,

5 - Les communistes-combattants turcs à l'étranger : Europe et Proche-Orient.

6 - Annexes :

a) Programme politique de l'Armée populaire de Libération de la Turquie, THKO, septembre 1972,

b) Tableaux

. l'économie turque à la veille du coup militaire de septembre 1980,

. le terrorisme en Turquie, 1975-1983,

. Profil sociologique de terroristes révolutionnaires incarcérés durant l'été 1980 :

- Age,

- Niveau d'éducation,

- Profession,

- Profession du père.

Cette étude doit beaucoup au Dr Ismet Imset, auteur de plusieurs ouvrages d'une précision proprement entomologique sur le mouvement révolutionnaire turc, et d'une série d'articles parus sur le même sujet en juin 1991 dans le "Turkish Daily News".

1 - CHRONOLOGIE 1980 - 1991

1980

Septembre : le 12, l'armée prend le pouvoir. 60 000 arrestations de suspects d'activités terroristes. Près de 47 000 d'entre eux sont déférés devant les tribunaux : ±2000 "séparatistes" Kurdes; ±6000 cadres et militants d'extrême-droite; ±39 000 cadres et militants d'organisations marxistes-léninistes armées. ±5000 révolutionnaires s'enfuient en Europe (Allemagne fédérale) ou au Proche-orient (Syrie). L'armée saisit 152 000 armes de poing, 40 000 armes automatiques; des mortiers, des mines et des lance-roquettes par milliers et même des missiles anti-aériens.

1981

Après l'élection du président Mitterrand, le 10 mai, un nombre important (plusieurs centaines) de militants de Dev. Sol et de Dev. Yol se glisse dans le flot des travailleurs immigrés faisant régulariser leur situation pour obtenir des permis de séjour et de travail. Certains de ces militants cohabitent avec Action Directe dans des squatts du quartier de la Goutte d'Or à Paris XVIII^e. Les affiches des organisations communistes combattantes turques et kurdes se multiplient dans le X^e arrondissement de Paris, où travaillent de nombreux émigrés venus d'Anatolie.

1982-83 : les procès

Dans toute la Turquie, dès la fin de 1981, les cours martiales jugent les terroristes par fournées géantes :

. avril 82 : 621 militants de Dev. Sol à Erzincan (est de la Turquie),

. octobre 82 : 574 militants de Dev. Yol, dont 7 membres de la direction, à Ankara, pour 441 attentats, 78 meurtres et 28 hold-up entre 1975 et 1981. Toujours en octobre, 170 militants de Dev. Yol de la région d'Izmir. Ce procès est le 21^{ème}; d'autres tout aussi massifs, se sont déroulés à Adana (311 inculpés); Erzurum (880), Artuin (857), Yeni-Celtek (766). Plus de 5000 personnes ont déjà été jugées et 531, condamnées à mort.

. Novembre 82 : 385 militants de Dev. Sol à Istanbul pour 280 "incidents armés" et 104 meurtres, dont celui de l'ancien premier ministre Nirhat Erim. En 1982, plus de 10 000 militants et sympathisants actifs de Dev. Yol sont incarcérés et jugés; 130, condamnés à mort.

. janvier 1983 : procès des membres du "Soviet de Fatsa" : 759 militants et cadres de Dev. Yol (voir p...), devant le tribunal militaire d'Amasya. Ils sont jugés pour 90 assassinats entre 1977 et 1980 et pour avoir extorqué un "imp"t révolutionnaire" sur la population.

. Au 1^{er} décembre 1984, 41 952 suspects de terroristes ont été jugés par les cours martiales turques. 6827 prévenus ont été condamnés à des peines de prison (de un an à la perpétuité) 28 sentences de mort ont été exécutées, 5620 prévenus sont encore en détention préventive; 550, en fuite. 28 927 prévenus sont en liberté provisoire dans l'attente d'un procès, ou ont été acquittés.

1982

Début 1982, Dev. Yol crée un "Front uni de résistance antifasciste" avec le PKK et des groupuscules marxistes-léninistes. Le Front, déchiré par des querelles internes, se saborde en août 1984.

Novembre : au moment où le pouvoir militaire soumet à référendum le projet d'une nouvelle constitution, Dev. Sol organise une série d'actions contre "le plébiscite".

3.11.82 : à Cologne, dix militants armés de Dev. Sol occupent durant 48 heures le consulat de Turquie et prennent 70 personnes en otage.

5.11.82 : à Amsterdam, des militants de Dev. Sol occupent quelques heures l'agence nationale turque de voyage.

10.11.82 : à Paris, 8 membres de Dev. Sol occupent une heure durant, le siège de Turkish Airlines. Ils repartent sans être inquiétés.

1983

Février : le gouvernement de la RFA interdit sur son territoire Dev. Sol et deux de ses filiales, Halk Der ("Comités populaires") et les bulletins "Turkei Nachrichten" (Nouvelles de Turquie) et "Devrimci Tavis". Des perquisitions ont

lieu dans les locaux de Halk Der, qui sont mis sous scellés. Peu auparavant, le ministre turc des Affaires étrangères s'était rendu en RFA. Résultat de cette coopération : courant février, 68 militants présumés de Dev. Sol sont arrêtés à Istanbul.

Octobre : 42 militants de Dev. Sol sont arrêtés à Ankara; 48 à Antalya.

Novembre : pour protester contre "les pendaisons en Turquie" et "les élections truquées du 6 novembre", en Turquie, des militants de Dev. Sol occupent l'office du tourisme turc sur les Champs-Élysées, ainsi que le consulat de Grande-Bretagne, à Paris également. Pas d'incidents graves. Peu après, d'autres militants révolutionnaires turcs occupent les bureaux de la Pan Am à Amsterdam et à Paris. Pas de violences.

1984

Février : à Cologne, RFA, procès des 10 militants de Dev. Sol arrêtés après l'occupation du consulat général de Turquie en novembre 1982; attentat à l'explosif contre le même consulat à ce moment; pas de victime.

Mars : la cour martiale d'Izmir condamne à mort 4 militants de l'organisation marxiste-Léniniste armée "Kurtulus" ("Libération").

Juin : attentat par explosif contre une banque du centre d'Istanbul; pas de victimes.

. incident armé à Istanbul entre révolutionnaires et policiers.

. dans la région de Fatsa, fusillade entre militaires turcs et militants de Dev. Sol. Selon le commandement de l'état de siège de la ville d'Erzincan, ces terroristes s'apprêtaient à "reprendre leurs activités" dans leur ancienne "zone libérée".

A cette date, plus de 3000 militants de Dev. Sol ont été jugés; 500, condamnés à mort.

Septembre : la cour martiale d'Istanbul condamne à mort 22 militants de l'"Union de propagande armée Marxiste-léniniste" après un procès de 3 ans comptant 328 accusés.

Décembre : ouverture d'un nouveau procès de militants et cadres du "Parti-Front populaire de libération de la Turquie", (THKP-C, voir p...) emprisonnés depuis quatre ans.

. Les forces de sécurité du commandement de l'état de siège d'Istanbul arrêtent 73 militants de diverses organisations révolutionnaires clandestines (dont 11 femmes) pour des actes de terrorisme datant de 1980.

[Ecrasées par la répression, les organisations marxistes-léninistes armées cessent de faire parler d'elles. Beaucoup, en Turquie même, les croient anéanties. Erreur : dès que le gouvernement de Turgüt Ozal desserre un peu la vis, à la fin de 1983, les groupes révolutionnaires recommencent à s'organiser. Hors du champ de cette étude, le Partir des travailleurs du Kurdistan [voir Notes et Etudes N°13 "Le PKK/Parti des travailleurs du Kurdistan" p. 81 et suiv.] est le premier à repasser à l'action, en 1984. Les groupes révolutionnaires, ne disposant pas de bases extérieures aussi rapprochées que celles des Kurdes (zone frontière de l'Iran, de l'Irak et de la Syrie) mettent trois ans de plus avant de reprendre la lutte armée sur le sol turc].

1987

Novembre : attentats à l'explosif contre des permanences du parti au pouvoir (Parti de la Mère-Patrie, ANAP) à Izmir, Kayseri et Iskenderun. Un autre, à Istanbul, fait un mort et un blessé. Revendiqués depuis Francfort par l'une des branches du THKP-C.

1988

Juillet : peine de mort requise contre 88 militants de Dev. Sol par le tribunal militaire d'Istanbul.

Août : procès de masse à Ankara : 723 inculpés de Dev. Sol; 74 peines de mort requises.

. Le tribunal militaire d'Erzincan rend son verdict pour 509 militants de Dev. Sol : 8 condamnations à mort, 14 à perpétuité; 53 non-lieux et 434 acquittements. Le procès durait depuis plus de six ans.

1989

Janvier : plusieurs signes montrent que Dev. Sol est de nouveau à l'oeuvre sur le sol turc : des attentats par explosif à Istanbul et Ankara; des hold-up "politiques", la présence de propagande du mouvement (tracts, brochures) dans certaines universités; dans sa littérature, Dev. Sol dénonce classiquement la vie chère, le chômage, les patrons, l'oppression policière, etc. D'après la police turque, des éléments de l'organisation, libérés de prison, ont recruté une seconde génération de militants, pour la plupart âgés de moins de vingt ans, surtout des lycéens et des étudiants.

Mars : le contre-espionnage turc (Agence nationale de renseignements, MIT suivant ses initiales turques) arrête à Istanbul 4 militants de Dev. Sol qui ont enlevé, torturé et assassiné un militant de Tikko (Armée ouvrière-paysanne de Libération de la Turquie; voir p...) accusé d'être un indicateur de police.

Avril : deux attentats par explosif visent le centre culturel britannique à Ankara et la voiture (vide) du vice-consul britannique. Dev. Sol revendique.

. 17° anniversaire du "Massacre de Kizildere" (voir p...) trois attentats par explosif contre les sièges de trois sociétés commerciales turques du secteur privé (Enka, Eska, et Sabançi), à Istanbul. Pas de victimes.

Juillet : verdict du procès de 724 militants de Dev. Sol à Ankara, en cours depuis 1982. 7 condamnations à mort, 38 à perpétuité. Manifestations des familles devant le tribunal.

Août : incidents et grèves de la faim dans les prisons turques, après le décès suspect de deux détenus "politiques" à celle d'Aydin.

. Attentat par explosif contre le ministère de la Justice à Ankara. Pas de victimes.

. Attentat par explosif, de forte intensité, dans la ville d'Ankara. Pas de victimes.

. Attentat par explosif, de forte intensité, dans la ville d'Aydin (où les prisonniers politiques sont morts en prison). Une fillette de 7 ans tuée; ses deux soeurs, blessées.

. Suites de la campagne d'attentats de solidarité avec les prisonniers politiques : 4 bombes dans divers bâtiments du Palais de Justice d'Istanbul. Dev. Sol revendique.

. Attentat contre le consulat d'Israël à Istanbul; revendication du "Parti communiste Révolutionnaire - Union du Peuple Armé". Pas de victimes.

Novembre : dans la nuit de l'élection de Turgüt Ozal comme 8^o Président de la République de Turquie, "nuit bleue" signée Dev. Sol : 24 attentats par explosif entre 21 et 22 heures. La plupart à Istanbul, dans des succursales bancaires, des immeubles de bureaux, etc.

1990

Janvier : un policier turc est assassiné par Dev. Sol à Istanbul. La photo de cet homme avait été publiée par la presse turque début mai 1989. Pistolet en main, il menaçait la foule des manifestants du 1er mai, au moment où un jeune manifestant était tué.

Février : phase finale du procès ouvert en 1982, à Istanbul, contre 1243 militants présumés de Dev. Sol : 3 condamnations à la prison à perpétuité.

Mars : 551^o audience du procès de près de 1200 militants de Dev. Sol au tribunal militaire d'Ankara. Son début remonte à 1982. Depuis 1983, plus de 1100 prévenus jouissent de la liberté provisoire.

Avril : 4 attentats par explosif; 2 à Istanbul (deux postes de police) et 2 à Ankara (des banques). Pas de victimes; Dev. Sol revendique.

Septembre : Ibrahim Caglar, un commissaire de police à la retraite est assassiné à Istanbul. Peu après, c'est le tour de Hiram Abbas ex N^o 2 du MIT. Dev. Sol revendique les deux meurtres.

Octobre : 3 attentats par explosif à Istanbul; 2 blessés. Dev. Sol revendique. Un quatrième attentat, dans la banlieue de la ville, est revendiqué par "L'Union des Communistes".

Novembre : à Istanbul, Dev. Sol assassine le procureur Niyazi Fikret Aygen accusé de "torturer les prisonniers" à la prison de Bay Rampasa.

. A Istanbul, toujours, la police arrête 7 suspects dans l'affaire de l'attentat contre le Consulat d'Israël en août 1989.

1991

Janvier : assassinat du lieutenant-colonel (CR) Ata Burçu et, quelques jours plus tard du commissaire (retraité) Habir Gur. Dev. Sol revendique.

. Attentats à l'explosif à Istanbul, visant un syndicat patronal et trois postes de police. Dev. Sol revendique.

. Explosion de 3 bombes à Istanbul, face à un entrepôt militaire américain. Pas de victimes. Signature : Dev. Sol.

. Attentats par explosif visant, à quelques minutes de distance, deux organismes américains, à Istanbul. Signés Dev. Sol.

. Attentats par explosif à Adana, signés de Dev. Sol, visant le consulat des Etats-Unis et l'association culturelle Turco-américaine; pas de victimes.

. A Ankara, attentats par explosif visant une agence d'Air France et un bâtiment abritant notamment Saudia Airlines. Dev. Sol revendique.

. Attentat, à Ankara, visant un bâtiment du Ministère des finances. (Dev. Sol).

. Attentats, à Izmir, visant le consulat de France et les bureaux de deux sociétés américaines. 4 blessés. (Dev. Sol).

Attentats à l'explosif, à Istanbul, visant la commission internationale catholique des migrations, et un immeuble commercial abritant des sociétés britanniques (Dev. Sol).

Attentat par explosif dans les jardins du consulat italien d'Istanbul (Dev. Sol).

. Attentats par explosif visant, à Izmir et Ankara deux véhicules appartenant à des militaires américains.

. Assassinat à Ankara du Général (CR) Hulusi Sayin. Avant sa retraite en septembre 89, il avait commandé la gendarmerie turque des 13 provinces du Sud-Est de l'Anatolie (Kurdistan turc) soumises à l'état d'urgence. Double revendication de Dev. Sol et de l'Armée de Libération Nationale Kurde (ERNK, le bras armé du PKK), sur le même tract.

Février : assassinat, à Adana, de Robert Eugène Mozelle, ancien sous-officier U.S. de la base militaire d'Incirlik, devenu expert auprès des douanes américaines (Dev. Sol).

. Attentat par explosif visant le commandement de la 6^e flotte tactique aérienne de l'OTAN, dans la banlieue d'Izmir. La bombe explose dans le jardin. (Dev. Sol).

. Attentat par explosif dans les jardins du consulat de France à Istanbul. Revendication de l'"Union des Communistes combattants".

. A Istanbul, Dev. Sol assassine un commissaire de police à la porte de son domicile.

Mars : à Izmir, le Colonel Alvin Macke, de l'US Air Force est grièvement blessé, par balles, par deux terroristes de Dev. Sol.

. A Adana, la police arrête un militant présumé de Dev. Sol, Cumhuriyet, pour l'attentat contre l'association culturelle turco-américaine de la ville. Des rafles, toujours à Adana, conduisent à l'arrestation de 17 suspects, membres présumés de Dev. Sol.

. A Istanbul, mitraillage d'un café : deux morts (dont un policier du MIT) et deux blessés. Dev. Sol "venge la mort" de deux de ses militants.

. A Istanbul, John Cendy, militaire américain à la retraite et directeur d'une société assurant l'entretien de bases militaires US en Turquie est assassiné. Dev. Sol revendique.

. Attentats par explosif visant le consulat américain, la succursale de la Citybank à Izmir et l'immeuble de la Shell à Istanbul.

. Attentats par explosif (2) à quelques minutes d'intervalle, dans une gare d'Izmir (Dev. Sol).

. 4^e nuit consécutive d'attentats par explosif à Istanbul. Visés : les bureaux de grandes entreprises turques (les groupes industriels Sahin et Rabak) et une succursale de la Yapi Kredi Bank. (Dev. Sol).

Avril : un policier est assassiné à Istanbul (5^e attentat commis dans cette ville contre les forces de l'ordre depuis le début de l'année). Dev. Sol.

. Le général (CR) Memduh Unluturk, 74 ans, qui dirigeait le 2^e bureau de la 1^{ère} armée (Istanbul) au moment du coup militaire du 12 mars 1971, est assassiné dans son domicile, à Istanbul. Dev. Sol.

. A Izmir, la police investit une base de Dev. Sol. Fusillade : 2 membres de Dev. Sol tués, deux blessés; deux policiers blessés.

. Le 12 avril, une loi anti-terroriste très sévère est promulguée en Turquie.

. A Istanbul, deux attentats par explosif contre des bureaux des Turkish Airlines. Dev. Sol.

. A Istanbul, deux policiers assassinés. Dev. Sol.

. A Istanbul, attentat par explosif visant un quotidien de droite. Dev. Sol.

. Attentats par explosif à Istanbul (la bourse) et Izmir (un commissariat). Dev. Sol.

. A Istanbul des commandos armés font irruption dans les bureaux de grandes sociétés turques, deux bureaux de la Holding KOC, un bureau du groupe Toprak, ligotent les employés, écrivent des slogans révolutionnaires sur les murs et font exploser dans les lieux des bombes de faible puissance.

. A Ankara, vague de huit attentats par explosif visant des grandes sociétés industrielles (Cukurova Electrical, Alarko, Toprak, Koc, etc). Dev. Sol.

. A Adana, deux attentats par explosif visant des banques. Dev. Sol.

. A Istanbul, 2 attentats par explosif visant les bureaux de sociétés industrielles. Dev. Sol.

. A Izmir, 4 attentats par explosif visant des banques.

- . A Burza, 4 attentats par explosif visant des banques.
- . A Istanbul, 4 attentats par explosif visant deux permanences du parti au pouvoir (ANAP) et des bureaux de deux sociétés, dont une américaine. Dev. Sol.
- . A Adana, 4 attentats par explosif visant des banques.
- Mai : Le général de gendarmerie (d'active) Temel Cingoz, commandant la place d'Adana, est grièvement blessé par balles et succombe quelques jours plus tard. Dev. Sol.
- . Le général de gendarmerie (CR) Ismail Selen, successeur du G^{al} Sayin assassiné en janvier 91, est assassiné à son tour par Dev. Sol, à Ankara.
- Juin : A Istanbul, trois attentats par explosif visant un syndicat professionnel, et des sociétés d'Etat. Revendication du TKP-ML (voir p...).
- Juillet : à Paris, rue de Rocroi, à 16 heures, Basha Güven 36 ans, réfugié politique turc, est très professionnellement abattu d'une balle dans la nuque, au coeur de la "petite Turquie" parisienne. Ayant fui la Turquie suite au coup d'Etat militaire de septembre 1980, puis résidé en Syrie et au Liban, il est désormais "entrepreneur en bâtiment" dans la région nantaise. En 1979, Güven a été l'un des trois fondateurs de "Dev. Sol" (Voie révolutionnaire). Il a rompu avec ses camarades en 1985 et d'obscures affaires d'argent l'auraient, depuis, opposé à eux.
- . A Sens, en France, un réseau turc "proche de Dev. Sol" selon les enquêteurs, est démantelé après plus d'un an d'activité. Employant des techniques très sophistiquées, il avait escroqué l'organisme gérant les fonds du chômage, l'ASSEDIC, de plus de dix millions de francs. Une grande partie des sommes récoltées servait à financer la guérilla en Turquie.
- . A la veille du voyage de George Bush en Turquie, une vague répressive de grande ampleur balaie tout le pays : des arrestations par dizaines de militants et sympathisants de Dev. Sol sont opérées à Adana, Ankara et Istanbul. Dans cette dernière ville, la police lance un raid massif sur le "Quartier général de Dev. Sol". Là, onze personnes présentées comme des "dirigeants de Dev. Sol" sont abattues parce qu'elles "refusaient de se rendre" et avaient "tiré sur la police". Selon les experts turcs, Dev. Sol est sévèrement touché par ces opérations, mais sa direction militaire reste opérationnelle.
- En représailles, Dev. Sol commet des attentats de faible envergure (cocktail-molotov) à Bruxelles, Paris, Francfort, Hanovre et Brême, contre des objectifs turcs.
- . A Ankara, deux membres de Dev. Sol sont abattus par la police.
- . A Istanbul, deux policiers en patrouille sont abattus par une "unité révolutionnaire armée" de Dev. Sol, en représailles contre le massacre du 13 juillet.
- . A Ankara, deux attentats par explosif, cibles non communiquées. Dev. Sol.

2 - APPARENCE COMMUNISTES - COMBATTANTES, REALITES ETHNIQUES ET RELIGIEUSES

Les organisations marxiste-léninistes armées de Turquie ne ressemblent que superficiellement à celles qui opèrent en Europe (Brigades rouges, etc.) Première différence : leur taille. Les OCC turques comptent fréquemment plusieurs milliers de militants - plus de 5000, sans doute, pour Dev. Sol - là où les européennes ne dépassent qu'exceptionnellement la cinquantaine (les Brigades rouges, à leur apogée, ont du compter ± 700 militants); quand il ne s'agit pas d'une poignée d'individus (les cellules communistes combattantes : 4).

Mais la différence essentielle réside dans la nature même de ces mouvements : les OCC européennes sont une agrégation d'individus, d'horizons, d'origines et de milieux divers, venus à la lutte armée pour des raisons strictement idéologiques. Ils ont adhéré un à un au projet communiste combattant, comme ils auraient pris leur carte au RPR ou au Parti socialiste.

En Turquie, au contraire, la rhétorique marxiste-léniniste armée sert uniquement de vitrine et de masque à des réalités ethniques et religieuses sous-jacentes, extraordinairement difficiles à déceler, les diverses parties en cause mettant toutes le même soin à les occulter :

- . Par fidélité au jacobinisme d'Ataturk, le gouvernement turc ne veut connaître ni les Kurdes, ni les Arméniens, ni les sunnites, ni les chi'ites, mais les turcs, point final.

- . Les organisations elles-mêmes pensent que le militantisme révolutionnaire offre aux opinions publiques et médias occidentaux une image plus sexy que le nationalisme ou le particularisme religieux.

Mais voilà : occultation ou pas, il y a des Kurdes en Turquie (voir "N&E" N° 13, mentionné plus haut) et aussi -chose moins connue- une forte minorité chi'ite et plus précisément alaouite, les "Alevi". Différents des alaouites syriens (voir notre "Atlas mondial de l'Islam activiste", Syrie p.194 et Turquie p. 207; ainsi que "N&E N°6", août 1988 "Les liens entre la Syrie d'Hafez al-Assad et l'Iran islamique : la dimension occultée") ces alevi sont environ 10 millions (sur ±54 millions de turcs). En partie turkmènes sur le plan ethnique, ils proviennent le plus souvent de tribus récemment sédentarisées, des montagnards pratiquant encore l'élevage transhumant. Ce sont les "Kizilbash" (têtes rouges), les "Tahtaci" (bûcherons) etc. Le plus souvent discrètes, ces communautés s'animent durant les dix premiers jours du mois de Moharram, où elles commémorent le massacre de l'Imam Hussein et des siens à Kerbala.

Pendant des siècles, l'empire Ottoman a considéré les Alevi comme les missionnaires du chi'isme au coeur du Califat sunnite, voire comme la 5° colonne de l'empire perse Safavide, chi'ite, et les a durement persécutés.

Des communautés le plus souvent montagnardes, de sédentarisation toute fraîche, tenus historiquement pour des citoyens de seconde classe et possédant une tradition séculaire de résistance à l'État; venus par centaines de milliers s'agglutiner dans les banlieues des grandes villes à partir des années 50; possédant une fécondité impressionnante : dès le début des années 60, toute une jeunesse kurde ou Alévie s'enthousiasme pour les idées révolutionnaires; pour le maoïsme notamment, où les jeunes chi'ites retrouvent en bonne part la thématique familière des déshérités à qui l'avenir est promis. Même si l'évocation des origines ethniques ou religieuses des militants révolutionnaire est en Turquie un tabou majeur, on peut estimer que 70 à 80 % des communistes combattants turcs sont Kurdes ou Alevis, ou même -dans une proportion beaucoup plus faible- arméniens.

Et c'est ainsi que les affrontements meurtriers de Kahramanmaras en décembre 1978 -111 morts, la ville ravagée-présentés à l'époque comme opposant des "gauchistes" à des "éléments d'extrême-droite", mettent en réalité aux prises des Alévi de sensibilité révolutionnaire et des sunnites conservateurs. Mêmes constatations dans l'affaire de Fatsa, une petite ville des rivages de la Mer Noire, au coeur d'une région où les alévi sont nombreux. Dès le début des années 70, Fatsa est un bastion gauchiste et, à la fin de cette décennie, Dev. Yol la qualifie de "zone rouge libérée", dirigée par un "soviet".

En juillet 80, l'armée turque encercle la ville et n'arrive à la reprendre à la milice rouge locale qu'au prix d'une vraie bataille, à l'arme lourde, qui fait plus de cent morts. Fuyant la ville, les communistes armés rejoignent les montagnes où ils tiennent le maquis jusqu'à ce que l'aviation turque les en déloge, plusieurs mois plus tard.

3 - LE COMMUNISME COMBATTANT EN TURQUIE : HISTOIRE, EVOLUTION, SCISSION

Le 13 février 1961, des syndicats et des intellectuels d'extrême-gauche fondent le Parti Turc du Travail (Turkiye Isçi Partisi, TIP). Le TIP n'est pas un parti de masses, mais plut' un rassemblement de travailleurs urbains politisés, d'enseignants etc, présidé par Mehmet Ali Aybar, une figure de la gauche radicale turque. Au milieu des années 60, le TIP crée une Fédération des clubs intellectuels (Fikir Kulüpleri Federasyonu ou FKF) pour rassembler des étudiants et des lycéens et les orienter ensuite vers le parti. Comme c'est le cas dans toute l'Europe à l'époque, la direction du FKF est bien plus gauchiste que celle du TIP; elle décide de se transformer en octobre 1969 en une Fédération de la jeunesse révolutionnaire (Devrimci Gençlik, Dev. Genç. en abrégé) et d'en faire "L'organisation de masse de la jeunesse révolutionnaire".

En novembre 1970, Mahir Cayan, l'idéologue N° 1 du mouvement Youssouf Kupeli, Munir Ramazan et Ertugrul Kurkci prennent le contr'le du comité exécutif de Dev. Genç. lors de son premier congrès. Dans les semaines qui suivent, deux tendances au sein de Dev. Genç. déclarent leur intention de passer à la lutte armée et se lancent aussit' dans la guérilla.

[Le prochain chapitre étant consacré à Dev. Sol, continuateur d'une des deux tendances évoquées ci-dessus, nous commencerons par présenter l'autre, dans un souci de continuité généalogique].

I - LES MAOISTES

C'est par l'aile maoïste du mouvement communiste armé de Turquie que nous débutons cette étude; l'autre tendance, celle dont Dev. Sol est l'héritière, s'inspire plut't, comme nous le verrons plus bas, des guérillas urbaines latino-américaines -Tupamaros d'Uruguay, Avant-garde populaire révolutionnaire de Carlos Marighella au Brésil.

Les pro-chinois quittent donc Dev. Genç. à la fin de l'année 1970 pour constituer le Parti révolutionnaire Ouvrier-Paysan de Turquie, ou TIHKP selon ses initiales en langue turque. Mais bien't, Ibrahim Kaypakkaya, l'un des idéologues les plus en vue du maoïsme en Turquie, quitte le nouveau mouvement et fonde en février 1972 un double appareil :

. Politique : le Parti Communiste Turc -Marxiste-Léniniste, TKP-ML, et

. Militaire : l'Armée ouvrière-paysanne de Libération de la Turquie (Turkiye Isçi K'ylü Kurtulus Ordusu, Tikko), embryon d'une armée rouge paysanne à la Chinoise. Son comité exécutif compte, outre Kaypakkaya, Ali Mercan, Ali Tasyapan, Muzaffer Orucoglu et Aslan Kilic.

C'est le début d'un parcours classique -fusillades avec la police, embuscades, attentats, meurtres- interrompu en mai 1973 par un coup terrible des forces de répression : tout le comité exécutif de Tikko est capturé lors d'un raid. Le 18 de ce mois, Ibrahim Kaypakkaya meurt à la prison de Diyarbakir; "suicide" pour les autorités, torture selon ses proches.

Cette catastrophe est suivie de scissions en cascades : durant la décennie 70, à c'té du TKP-ML/Tikko maintenu, co-existent sept ou huit groupes, plus ou moins actifs. Le TKP-ML/Tikko maintenu, où deux arméniens de Turquie (Gürbüz Altinoglu, nom turquifié de Garbiz Altinogian; Orhan Bakir, de Johannes Bakirian) jouent un r'le important, est lui-même tiraillé entre le comité central (MK) en exil en Europe et le puissant comité d'Anatolie orientale (DABK) qui échangent des accusations de "révisionnisme" et de "trahison".

Les scissions :

. En 1976 celle du TKP-ML/Halkin Birligi (Unité du peuple) qui connaît lui-même une scission en 1978 : TKP-ML/Dev. Halkin Birligi (unité du peuple révolutionnaire), devenue depuis la fin des années 70 le TKP-ML/Hareteki (mouvement).

. En 1978 celle du TKP-ML/Partizan qui subit deux scissions :

- 1981 : TKP-ML/Bolsevik Partizan. Ce dernier mouvement, implanté surtout en Allemagne, perd en 1988 un groupe qui crée le Parti Communiste de Turquie et du Kurdistan, TKKBKP.

- 1983 : TKP-ML/Spertakus.

Cette frénésie de scissions pousserait à sourire si l'on ne gardait pas en mémoire que ces groupes sont meurtriers et disposent d'effectifs nombreux. D'après des experts turcs, une scission comme le TKP-ML/Partizan compte, à la fin des années 80, ±5000 militants et sympathisants actifs, et une scission de scission comme le TKP-ML/bolsevik Partizan en aligne plus de 2000.

Aujourd'hui, pour tout simplifier, les tendances "MK" (comité central) "DABK" (Comité d'Anatolie Orientale) et "Partizan" agissent toutes sous le nom de TKP-ML/Tikko, tout en se livrant des batailles internes d'autant plus inexpiables, qu'elles portent sur d'invisibles nuances du dogme maoïste.

Le gros du mouvement cependant, très implanté dans la province de Tunceli, s'y livre à une guérilla rurale qui a coûté la vie à 10 militaires et policiers entre janvier et mai 1991. Dans le reste de la Turquie, Tikko a entrepris depuis janvier 1990 une campagne d'assassinats visant des cibles peu différentes de Dev. Sol (voir chronologie, p...). Au moment où il reprend l'action armée sur le sol turc, à la moitié des années 80, le corps central de Tikko peut compter sur ±4500 militants et sympathisants actifs; 700 de ses membres sont, en outre, détenus.

Les deux tendances de Tikko (MK et DABK) ont noué ces dernières années une alliance avec le PKK naguère qualifié de "nationaliste, réformiste et contre-révolutionnaire". Il semble bien, enfin, qu'une guerre en vraie grandeur aie éclaté entre MK et DABK durant l'été de 1991, et qu'un nouveau processus de scission soit en cours.

II - LES PARTISANS DE LA GUERILLA URBAINE

Revenons à novembre 1970 et au congrès de Dev. Genç. Mahir Cayan et ses amis décident alors de créer une organisation armée qui agira, selon les cas sous le nom de Parti ou de Front populaire de libération de la Turquie (Turkiye Halk Kurtulus Partisi ve Cephesi, THKP-C).

Sous l'impulsion d'un comité exécutif (trois membres) et d'un comité central (dix membres) le THKP-C constitue des unités de guérilla urbaine à Istanbul, Ankara, Izmir, Adana et dans la région bordant la Mer noire; il noue des contacts avec les mouvements palestiniens radicaux, dont le FPLP de Georges Habbache et le FDLP de Nayef Hawatmeh. A l'agitation type mai 1968 succèdent les affrontements armés sur les campus entre étudiants des divers extrêmes et bientôt, le terrorisme. Cette situation et la décomposition du pouvoir politique civil motivent un coup militaire, qui se produit le 12 mars 1971. Le TIP et toutes ses organisations satellites sont dissous le 20 juillet et leurs dirigeants, jetés en prison.

Le THKP-C, clandestin, continue la lutte armée sous la direction de Mahir Cayan. En mai 1971, il décide de frapper un grand coup et enlève Efraïm Elrom, consul général d'Israël à Istanbul, pour l'échanger contre des militants emprisonnés. Le pouvoir refuse de négocier et le consul est assassiné. C'en est trop : les militaires décident d'écraser les deux structures communistes combattantes actives en Turquie, le THKP-C et l'armée populaire de libération de la Turquie, THKO, de Deniz Gezmiş¹¹.

C'est chose faite en octobre 1973, quand les militaires organisent des élections préluant au retour d'un gouvernement civil. Rafles massives, torture des suspects, chasses à l'homme : plus de 4000 révolutionnaires sont alors emprisonnés. Les condamnations à mort -et les exécutions- pleuvent. Le 30 mars 1972, le comité exécutif du THKP-C, réfugié dans une maison du village de Kizildere avec deux otages britanniques et un canadien, est anéanti lors d'un raid : tous, dirigeants -dont Mahir Cayan- et otages, sont tués. Les quelques membres du comité central encore libres et vivants, dont Gülten Cayan, veuve de Mahir, fuient précipitamment la Turquie. Pendant trois ans le mouvement communiste-

¹¹ L'Armée populaire de libération de la Turquie, "Türkiye Halk Kurtulus Ordusu", THKO, est également une scission de Dev. Genç. Fondée à Ankara en décembre 1970 par Hussein Inan, Deniz Gezmiş et Youssouf Aslan, elle suit une trajectoire identique à celle des autres OCC turques : entraînement dans les camps palestiniens de Jordanie et du Liban, attentats à la bombe, hold-up, kidnappings, meurtres, etc.

Dans l'histoire du communisme-combattant turc, l'APLT a laissé plus de traces dans le domaine de la propagande (voir son programme en annexe, p...) et de l'idéologie que dans celui de la lutte armée, malgré le spectaculaire enlèvement de quatre officiers américains -relâchés vivants- en 1971 et le détournement sur Sofia, Bulgarie, d'un avion de ligne des Turkish airways en octobre 1972. Capturés au début de 1972, les trois fondateurs de l'APLT sont pendus à la fin de la même année, après un expéditif procès militaire. Après la reprise de leurs activités en 1975, les survivants de THKO ont connu leur lot de scissions :

. En 1975 celle de THKO-MB (Unité dans la lutte) devenu en 1980 le Parti communiste des travailleurs de Turquie (TKEP),

. En 1976 celle de "Libération populaire", HK qui lui même a perdu en juin 1977 une de ses fractions, l' "Union des communistes révolutionnaires de Turquie", TIKB; HK est devenu en 1980 le "Parti communiste révolutionnaire de Turquie, TDKP, proche du PC d'Albanie et de la Libye,

. En 1976 encore, scission de "Voie de la révolution turque", THKO-TDY.

combattant -écrasé- garde le silence; pire : il se déchire et une cascade de scissions donne naissance entre 1972 et 1980 à une vingtaine d'organisations -toutes issues du seul THKP-C "historique".

Les élections d'octobre 1973 - qui marquent le retour d'un pouvoir civil- ne donnent pas de résultats bien tranchés. La période 1973-80 est marquée par une grande instabilité politique; des gouvernements de coalition, très fragiles, se succèdent.

En 1973, le THKP-C, gravement malmené par la répression, connaît une importante scission, connue depuis sous le nom de THKP-C/Acilciler. Ce dernier mot signifie "urgence", référence au texte théorique fondateur du mouvement, "Les problèmes urgents de la révolution en Turquie" (1974).

Mirhac Ural, chef d'Acilciler s'appuie à l'extérieur de la Turquie sur la Syrie, des groupes palestiniens radicaux et aussi sur Abdallah Ocalan, chef historique du PKK. Ces bases arrières lui permettent de mener, à partir de son fief de la région d'Adana, une action politico-militaire dans ±20 provinces turques. A son apogée, avant le coup militaire de septembre 1980, Acilciler est implanté en France, Allemagne fédérale -d'où il diffuse sa propagande- en Hollande, ainsi qu'au Liban.

En décembre 1976, ce mouvement connaît sa première scission, le THKP-C/Devrimci Savascilar (guerre révolutionnaire); la seconde, en 1979 voit apparaître le THKP-C/Halkin Devrimci Onculeri (Pionniers du peuple révolutionnaire).

Le THKP-C/Acilciler a repris, depuis la fin des années 80, ses activités de propagande en Turquie.

En 1974, le social-démocrate Bülent Ecevit accède au pouvoir et décrète une amnistie générale. Les activistes révolutionnaires sortent de prison ou reviennent d'exil. Résultat : à partir de la rentrée universitaire de 1974, les campus redeviennent des champs de bataille; la violence politique fait 37 morts en 1975.

De 1975 à 1978, deux gouvernements de droite succèdent au centre gauche; ils regroupent le Parti de la Justice (modéré) et le Parti d'Action Nationale (droite nationaliste). Chacun encourageant ses propres extrémistes - ou fermant les yeux sur leurs exactions - la violence politique atteint un niveau inouï (voir tableaux, p...).

En 1975, Dev. Genç. se reconstitue et connaît sur le champ sa première scission : l'une de ses tendances, qui publie le "magazine de la Libération socialiste" ("Kurtulus Sosyalist Dergisi") fonde le THKP-C/Devrimci Kurtulus-MLSPB (Libération révolutionnaire - unité de propagande armée marxiste-léniniste).

Basé à Istanbul, ce mouvement multiplie les attaques à main armée, attentats à l'explosif, assassinats de militaires turcs et américains, à partir de 1977.

En 1979, DK-MLSPB revendique les meurtres de six américains et du directeur d'El-Al à Istanbul. A l'époque, le mouvement a des bases en Allemagne, France et Suède et est très lié à la Syrie et au FPLP de Georges Habbache. En Turquie, il coopère avec le THKP-EB (unité d'action) basé à Izmir. Entre 1979 et 1980, ces deux mouvements sont quasiment détruits par la répression. En février 80, 60 cadres de DK-MLSPB tombent aux mains de la police; les autres s'enfuient à l'étranger. Selon un schéma désormais classique, l'organisation éclate.

Scissions : en 1979, le THKP-C/Cephesi Yolu (la voie du Front); à une date ultérieure (à nous inconnue) le THKP-C/Kasabalikar (les citoyens).

En 1987, DK-MLSPB a repris ses activités de propagande en Turquie.

Dev. Genç. poursuit ses activités malgré cette première scission de 1975 et, en 1977 l'une de ses tendances, qui publie un bulletin du nom de "Dev. Yol" (Voie révolutionnaire) fait à son tour scission. Gardant le nom de Dev. Yol, la nouvelle organisation, très dynamique, fait bientôt des adeptes dans toute la Turquie. Souhaitant rester dans la légalité, la direction de Dev. Yol entreprend un travail politique "ouvert" et agit aux travers de nombreuses "organisations de masses" (associations lycéennes, étudiantes, etc.). A ce moment, Dev. Yol se limite à pratiquer une violence défensive.

Mais au printemps de 1978, la section d'Istanbul de Dev. Yol entre en guerre contre la direction nationale, qu'elle accuse de mollesse, d'"opportunisme" et de "pacifisme". Elle reproche également à Dev. Yol de considérer l'URSS comme une "dictature révisionniste" alors que, selon les rebelles, ce pays est une authentique "dictature du prolétariat" et fait partie du "camp socialiste". Une scission s'ensuit; le nouveau groupe prend le nom de "Devrimci Sol" (gauche révolutionnaire).

4 - L'ORGANISATION DEVRIMCI SOL

(DEV. SOL; GAUCHE REVOLUTIONNAIRE)

Dès août 1988, Dev. sol concrétise son projet d'être à la fois une organisation de masse et de lutte armée : attentats par explosif, attaques homicides sur des cibles politiques ou policières, hold-up se multiplient.

Mais, comme toutes les organisations communistes combattantes turques, Dev. Sol souffre terriblement de la répression qui suit le coup militaire de septembre 1980. Le 18 février 1981, 1194 de ses cadres et militants -y compris la quasi-totalité du comité central- sont capturés lors d'une rafle gigantesque. Au total jusqu'au rétablissement de la démocratie, la répression frappe plus de 3000 militants de Dev. Sol.

Depuis, Dev. Sol -qui a tout de suite entrepris de reconstituer ses structures pour reprendre le combat- a profondément modifié la stratégie qu'elle suivait avant 1980. A l'époque, Dev. Sol suivait la ligne politico-militaire en deux phases conçue par Mahir Cayan : guérilla urbaine d'abord; rurale ensuite.

Désormais, Dev. Sol donne à ces deux formes de lutte une égale importance : elles doivent être menées de front suivant une "unité dialectique entre les mouvements armés des villes et des campagnes "comme le dit avec élégance et légèreté la prose du mouvement.

Mais, aujourd'hui comme hier l'activité de Dev. Sol est avant tout "militaire" et son ennemi prioritaire reste l'appareil de sécurité de l'Etat turc. Toutes les victimes récentes de Dev. Sol sont en effet au coeur d'une cible très précise : des policiers, militaires et hommes de renseignement liés à la lutte antiterroriste et accusés dans le passé d'atteintes aux Droits de l'Homme (voir Chronologie, p...).

Organisation

A la tête de Dev. Sol un homme, Dursun Karatas, insaisissable en Turquie et résidant sans doute le plus souvent en Europe occidentale; il est entouré d'un comité central ("Merkez Yapi") d'une dizaine de membres, qui agit depuis Istanbul. A la base (chiffres du début de 1991) ±6 à 7000 militants, les 3/4 en Turquie même. Entre le sommet et la base, une pyramide de comités à compétence géographique : comité provincial, régional, de district, de ville, de village. A chaque niveau des groupes armés pratiquant, selon les cas, la guérilla urbaine ou rurale. Les opérations militaires de haut niveau sont confiées à des structures spécialisées dénommées "Unités révolutionnaires Armées" (Silahlı Devrimci Birlikler, SDB).

Recrutement et formation

Dev. Sol recrute chez les étudiants et les lycéens, mais surtout chez les jeunes, fraîchement urbanisés, des bidonvilles; avec plus de difficulté chez les jeunes paysans pauvres. A leur arrivée au mouvement, les jeunes recrues militent sur un mode semi-légal : manifestations dans leurs établissements ou sur la voie publique, diffusion de matériel de propagande etc. Les éléments les plus actifs sont ensuite orientés vers des activités violentes "bas-de-gamme", elles déjà illégales : hold-up dans des banques, bijouteries, supermarchés; affrontements armés avec des groupes rivaux (Dev. Yol, Tikko) ou des policiers. Ceux qui franchissent ce cap peuvent alors suivre une formation politico-militaire supérieure : l'école du mouvement.

Il s'agit de stages de deux à trois semaines, organisés en Turquie même dans des "appartements conspiratifs". Là, outre l'endoctrinement politique, les élèves reçoivent une formation militaire : montage et démontage d'armes de poing et automatiques, cours de sabotage, de maniement d'explosifs, etc. Les sujets les plus brillants de ces écoles sont, enfin, envoyés au Liban.

Une organisation aussi lourde et complexe coûte cher. Pour la financer Dev. Sol use de procédés classiques : racket, hold-up, contrebande; également de trafic d'héroïne entre l'Iran et l'Europe.

Activités internationales

Les activités de Dev. Sol en Europe sont coiffées par un "comité Europe", CE implanté en Allemagne, Autriche, Belgique -c'est de Bruxelles que partent les communiqués du CE-France (voir p...) et Hollande. Ses activités sont multiples :

- . S'assurer de la sympathie et du concours des mouvements de gauche et d'extrême-gauche européens,
- . Nouer des liens avec des partis et mouvements de libération du tiers-monde,
- . Présenter le gouvernement turc comme "fasciste", aux opinions publiques et aux médias d'Europe,
- . Fournir aux combattants de Turquie une assistance technique et financière.

Au Proche-orient, Dev. Sol entretient des liens anciens avec le FPLP de Georges Habbache et plus récents (1987) avec le PKK. Ses bons rapports avec les autorités syriennes lui valent d'avoir accès au "camp des turcs" de la vallée libanaise de la Bekaa. Un camp qui, selon des sources libanaises fiables se trouve toujours à 6 km de la ville d'Aanjar, à proximité de la bourgade d'Istabl, près de la route Zahle-Marjayoun et de la rivière Nahr al-Ghazayel. Là, les "soldats" de Dev. Sol peuvent concrétiser l'enseignement militaire théorique reçu en Turquie : tirs réels aux armes de poing et automatique, usage d'explosifs plastique, commande de détonations à distance, etc.

5 - Les communistes-combattants turcs en Europe et au Proche-orient

En juillet 1991, la section de recherches de la Gendarmerie de Sens, dans l'Yonne, démantèle un réseau d'escroquerie aux Assedic, dirigé lui aussi par des turcs. Ils vendaient à des clients-complices de faux certificats de travail, feuilles de paie et lettres de licenciement à en-tête de sociétés fictives qu'ils avaient créées et fait enregistrer comme employeur. Nantis de ces papiers, les "ayant-droits" n'avaient plus qu'à s'inscrire à l'ANPE et à percevoir leurs indemnités de chômage : 4000 francs par mois. L'affaire durait depuis plus d'un an et a coûté aux Assedic plus de dix millions de francs. Une somme qui a en grande partie servi à alimenter les caisses de groupes terroristes turcs, dont, justement Dev. Sol.

Encore de telles "pompes à fric" ne contribuent-elles que très modestement au trésor de guerre de ces mouvements, en comparaison avec l'"imp"t révolutionnaire", autrement dit le racket. Selon les experts officiels, rares sont les ateliers de confection -légaux ou clandestins-les restaurants ou les nombreuses agences de voyage turcs qui échappent au paiement d'un "imp"t" qui rapporte aux terroristes des sommes considérables.

Dans une des rares affaires de racket amenée devant la justice -les plaintes et les témoignages sont rarissimes- quelques collecteurs liés à l' "Armée ouvrière-paysanne de libération de la Turquie" (TIKKO) ont récolté auprès d'une dizaine de commerces un peu plus de dix millions de francs en un an. Pour la seule France, ce sont ainsi des centaines de millions qui vont chaque année, depuis une décennie au moins et dans la plus parfaite illégalité, alimenter les groupes terroristes marxistes-léninistes turcs. Qui sont encore mieux représentés chez nos voisins : en 1988, des experts turcs et européens, comparant leurs dossiers, estimaient que les associations et autres "cercles culturels" proches de ceux-ci étaient au nombre de 408 en Europe : 289 en Allemagne, 29 en Hollande, 23 en Grande-Bretagne, 17 en Belgique, 13 en Suède; 12 enfin, en France, la plupart servant de relais aux guérillas communistes-combattantes de Turquie.

Ces organisations ont également des relations très dangereuses au Proche-orient et ce depuis plus de deux décennies :

- En décembre 1974, dix militants de l'APLT, dont la veuve de Mahir Cayan, sont arrêtés dans une villa de Villiers-sur-Marne, dans le Val-de-Marne en compagnie d'un algérien et de deux palestiniens. Ces derniers sont des militants du FPLP et plus particulièrement de son redoutable "Commandement des Opérations Spéciales à l'Etranger", COSE, auteur des attentats les plus spectaculaires de la décennie 70, sous la direction de Wadi Haddad. C'est au COSE-FPLP que "Carlos", "Hagop Hagopian", George Ibrahim Abdallah, Abou Ibrahim, Selim Abou Salem et Fusako Shigenobu firent leurs premières armes ¹². Dans la villa, on trouve 20 kg. d'explosif de type plastic, 30 détonateurs, des lettres piégées prêtes à l'envoi et 18 grenades M.26.

Des grenades dont l'histoire est édifiante : elles ont été volées en 1971 dans une base américaine proche de Kaiserslautern, en Allemagne, par un commando de la RAF dirigé par Rolf Pohle, un proche de "Carlos". Les trois quarts des grenades sont remises à ce dernier, alors responsable des opérations en Europe du COSE-FPLP. "Carlos" jette une de ces grenades dans le Drugstore Saint-germain en septembre 1974 et en distribue d'autres à ses complices :

. En septembre 1974 des grenades du même lot sont utilisées par l'Armée rouge japonaise lors de la prise d'otage de l'ambassade de France à La Haye,

. En août 1976, un commando du COSE/Proche-orient jette deux de ces grenades sur un avion d'El-Al perché sur l'aéroport d'Istanbul : 4 israéliens tués.

- En mars 1982, le mitraillage de la facade de la mission commerciale d'Israël à Paris est revendiqué de Beyrouth par Action directe, les "Brigades marxistes-léninistes de propagande armée" (Kurtulus) et les Fractions armées révolutionnaires libanaises (Farl).

- Dès 1982, des liens se nouent dans la vallée de la Bekaa entre des militants de l'Armée secrète pour la libération de l'Arménie, ASALA et de l' "Armée de libération de la Turquie et du Kurdistan du Nord (TKKKO), une scission du TKP-ML (voir p...) dirigée par Mustafa Kacaroglou et implantée à Ankara, Istanbul, Izmir, Diyarbakir et Gaziantep. Etroitement liée à la Syrie, cette organisation joue un rôle peu clair dans l'éclatement de l'ASALA durant le mois de juillet 1983 (Voir le "Rapport rédigé par Moujahid", "Notes & Etudes" N° 11-12, août-octobre 1989, dans le dossier ASALA "La chute de la maison Hagop").

ANNEXE A

PROGRAMME POLITIQUE DE L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION DE LA TURQUIE, THKO, (SEPTEMBRE 1972)

[Document publié dans le N° 83 de "Tricontinental", 8° année, 1973, organe du Secrétariat exécutif de l'Organisation de Solidarité des Peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, OSPAL, La Havane, Cuba.]

1 Mettre fin à la politique d'exploitation et d'oppression -économique, politique, militaire, culturelle - de l'impérialisme nord-américain et de ses laquais.

2 Continuer la lutte armée qui adopte la politique de violence -le niveau le plus élevé des méthodes de lutte politique- comme méthode fondamentale de lutte politique dans notre Turquie qui possède une économie capitaliste semi-dépendante et sous-développée sous l'hégémonie de l'impérialisme.

3 Confisquer les biens et les capitaux aux mains des impérialistes et des traîtres, pour accroître les fonds du mouvement d'indépendance et employer une partie de l'argent à secourir les pauvres, et abolir l'exploitation des impérialistes et de leurs laquais, pour fortifier l'économie du pouvoir populaire.

4 Chasser les impérialistes nord-américains et toutes les autres puissances impérialistes de notre pays; éliminer les traîtres; construire une Turquie sans ennemis, indépendante, démocratique, heureuse et libre pour établir un véritable pouvoir populaire.

5 Confisquer toutes les terres qui ont été arrachées à notre peuple par les propriétaires fonciers et répartir ces terres aux paysans pauvres gratuitement; protéger la propriété des terres des paysans sur la base de : "la terre à ceux qui la travaillent"; abolir la spéculation et l'usure et donner aux paysans toute l'aide nécessaire pour augmenter la production.

6 Mettre fin à toute oppression (politique d'assimilation, etc.) des peuples; lutter contre l'ennemi commun sur la base de la fraternité des peuples en adhérant au principe du droit des nations à l'autodétermination.

¹²Pour l'histoire détaillée du COSE-FPLP, lire "La Nébuleuse, le terrorisme du Moyen-orient", Fayard, 1987, PP. 40-58.

7 Appliquer la journée de travail de huit heures et le paiement des congés dans toutes les branches; améliorer les conditions de travail; augmenter les salaires; promulguer une législation du travail qui reconnaisse le travail comme la valeur la plus sacrée; mettre un terme au ch"mage.

8 Résoudre le problème populaire du logement pour assurer des conditions de vie humaines; prendre toutes les mesures nécessaires pour la santé du peuple; les soins médicaux, l'h"pital et les médicaments seront gratuits.

9 Garantir l'égalité des personnes sans distinction de nationalité¹³, de sexe, de langue, de religion¹⁴ et de secte¹⁵; améliorer le traitement social des femmes et respecter leur personnalité.

10 Annuler toutes les dettes de notre peuple envers l'impérialisme et ses laquais; abolir tous les imp"ts qui pèsent sur le peuple travailleur; en finir avec tous les monopoles exploitteurs; améliorer les conditions de vie du peuple; développer de façon uniforme une industrie, une agriculture et un commerce nationaux.

11 Abolir le système d'éducation basé sur la politique d'exploitation; appliquer un système d'éducation pour le peuple, et assurer la possibilité d'une éducation gratuite à tous les niveaux.

12 Respecter la liberté de presse, de publication, de réunion, d'association et tous les autres droits et libertés démocratiques; s'opposer au gouvernement terroriste maintenu par les puissances fascistes et à la fomentation des idées réactionnaires; proclamer une amnistie générale dans tout le pays.

13 Former une étroite alliance avec les peuples et les Etats qui adoptent une position égale à celle du peuple de Turquie; maintenir des relations d'amitié avec les Etats qui manifestent leur bienveillance ou qui adoptent la neutralité envers notre Mouvement de Libération Nationale.

14 Abolir les traités inégaux que les gouvernements fantoches ont signés avec les Etats-Unis et avec d'autres pays.

15 N'entrer dans aucune alliance militaire; interdire les troupes ou les bases militaires étrangères sur le territoire turc.

L'APLT appelle toutes les classes et les couches patriotiques, opprimées et exploitées à la lutte anti-impérialiste.

Notre devoir le plus sacré est de lutter contre les Etats-Unis et la poignée de traîtres à leurs ordres qui sucent ensemble notre sang.

Notre avenir à tous est précaire, nous vivons la faim au ventre, misérables, sans médecins, sans médicaments, sans écoles et sans routes.

Tant que ce système de pillage se maintiendra, nous mourrons de faim, nous connaissons le ch"mage, nous ne serons pas considérés comme des hommes, nous souffrirons intensément du haut coût de la vie, de la hausse des prix et nous serons traités en esclaves.

Permettez-nous de lutter sans peur contre les traîtres. C'est une dette d'honneur de lutter pour la libération de la patrie.

L'APLT s'engage à être toujours digne de la confiance du peuple de Turquie et des peuples du monde.

Le peuple de Turquie triomphera sûrement !

Les agresseurs nord-américains et leurs laquais seront sûrement battus !

L'APLT accomplira sûrement ce programme !

Le sang de nos martyrs est la torche de notre lutte !¹⁶

¹³ Clin d'oeil aux Kurdes [NDLR]

¹⁴ Clin d'oeil aux arméniens (chrétiens)

¹⁵ Clin d'oeil aux alevis (chi'ites)

¹⁶Ce slogan qui s'apparente au célèbre "Ce sabre est le plus beau jour de ma vie..." de Joseph Prud'homme, dégage en prime un fumet merveilleusement chi'ite..

ANNEXE B

Tableau 1 :

l'économie turque à la veille du coup militaire de septembre 1980

Année	PNB	Inflation	Ch'mage global
1979	+ 0,3%	+ 76,3%	9,2%
1980	-1,3%	+ 107%	11,7%

Tableau 2 :
le terrorisme en Turquie, 1975-1983

Année	Assassinats terroristes
1975	37
1976	108
1977	319
1978	1095
1979	1362
1980 (Jan./sept)	1928 (en 9 mois)
1981	456
1982	125
1983	11
TOTAL	5441 assassinats

. De janvier 1979 à septembre 1980, le terrorisme fait 3290 victimes, dont 164 policiers et gendarmes, 146 terroristes, 2980 citoyens ordinaires; ainsi que 10417 blessés.

. De janvier à septembre 1980 :

- Janvier : 6 assassinats politiques par jour,

- Septembre : 25 “ “ “

- Sur la même période, 11624 attentats, dont 4614 par explosif et 7010 affrontements armés sur la voie publique.

- A titre de comparaison, il n'y a plus qu' 1,24 mort par jour du fait de terrorisme en 1981, et que 2084 attentats pour toute l'année 1982.

TABLEAU 3 :
profil sociologique des terroristes révolutionnaires
incarcérés durant l'été de 1980

Source : étude réalisée par le Dr. Dogu Ergil, professeur de sociologie politique à la faculté de Science Politique de l'Université d'Ankara, en 1983. L'étude porte sur 125 terroristes de Dev. Yol, Dev. Sol, etc. incarcérés à la prison d'Ankara en 1980.

Age
16-19 ans : 40%
20-24 : 40,8%
25-30 : 12,8%
31-35 : 4%
35 + : 2,4%

Profession
Lycéen, étudiant : 48%
Fonctionnaire (en poste ou étudiant) : 14%
Commerçant : 0,9%
Artisan : 0,8%
Ouvrier : 28%
Agriculteur : 1,3%
Chômeur : 2,4%
Carrière religieuse : 3%
Ss. réponse : 1,6%

Niveau d'éducation
Ecole primaire : 10,4%
Plusieurs années dans le secondaire : 42,4%
Secondaire + baccalauréat : 17,6%
Plusieurs années à l'Université : 26,4%
Université (ou grande école) + diplôme : 3,2%

Profession du père
Industriel : 4%
Fonctionnaire : 24%
Commerçant : 3,2%
Artisan : 5,6%
Ouvrier : 36%
Agriculteur : 12%
Religieux : 1,6%
Chômeur : 3,2%
Profession libérale : 0%
Autre : 6,4%
Ss. réponse : 4%

INTERVIEW DE SEYYED HUSSEIN MOUSSAVI, CHEF D'AMAL-ISLAMIQUE ET MEMBRE DE LA CHOURA DU HIZBALLAH DU LIBAN

“La Voix des Opprimés”, radio du HizbAllah, 13 septembre 1991, 7h. 15.

[Un document extraordinaire : à part quelques précautions de langage -des clin d'oeil plut't, qui ne trompent personne- Hussein Moussavi dévoile à sa communauté toute la mécanique des prises et des libérations d'otages, la nature des rapports des kidnappeurs avec Téhéran, l'existence d'une coordination sur le dossier otages entre ceux-ci, l'Iran, la Syrie, le HizbAllah. Un témoignage brut, à lire avec la plus grande attention. traduction intégrale]

“(Question, ci-après Q) : Le problème des otages (occidentaux au Liban, NDLR) a repris l'importance perdue lors des bouleversements en Union Soviétique. Ce retour au premier plan de l'actualité a fait évoluer l'affaire : certains de nos frères ont été libérés des geôles des troupes d'occupation. Pour mieux comprendre ces évolutions, nous avons invité aujourd'hui celui que l'Occident considère comme le plus directement impliqué dans ce problème et, qui est le commentateur le plus autorisé sur ce sujet. Aujourd'hui, avec nous, l'un des hommes-clé du mouvement islamique au Liban; Frère Seyyed Hussein Moussavi, bienvenue parmi nous.

(Hussein Moussavi, ci-après HM) : Merci.

(Q) Une activité intense est perceptible aujourd'hui dans l'affaire des otages, ce qui fait dire à certains qu'elle touche à sa fin. Vous qui êtes particulièrement au fait de ce problème, vous pensez que c'est vrai ?

(HM) Au nom de Dieu, le Bienveillant, le Miséricordieux, louanges à Dieu, paix et prières au Prophète Mahomet, sa famille bénie et ses valeureux compagnons. Je crois tout d'abord utile de rappeler à notre peuple qu'au Liban, la capture d'otages [étrangers, NDLR] a été initiée par des groupes à la solde des Etats-Unis et d'Israël. Les diaboliques médias occidentaux et leurs relais serviles dans notre région donnent aux victimes de cette affaire -les opprimés et notamment les musulmans- l'impression que ceux-ci sont des loups et eux-mêmes, des agneaux. En fait, nous savons que l'Amérique et Israël sont les loups. Nous ne sommes pas des agneaux, bien sûr, mais ils nous traitent comme tels. Ils nous considèrent avec la mentalité et la psychologie du loup -si tant-est qu'un loup dispose de ces fonctions. J'espère que notre peuple comprendra que tel est bien le cas : nous sommes les victimes de l'injustice, ces cibles des bombardements de leurs avions, chars et missiles; l'objet de leur haine. C'est cela la réalité, malgré les allégations de ces médias cruels et sataniques qui nous semblent aujourd'hui invincibles, mais finiront, t't ou tard, par succomber devant les forces du bien. Mais revenons-en à l'affaire. Voici ce qu'une bonne part de notre communauté pense de tout cela : quelques groupes extrémistes nous posent de sérieux problèmes -et nous laissent nous débrouiller pour essayer de les résoudre- en choisissant comme cibles [de leurs prises d'otages, NDLR] rien moins que des américains, des anglais et des israéliens, alors que nous sommes loin de faire le poids devant ces puissances. Récemment, la presse a souligné le lien qui existait entre l'aide étrangère -d'Europe et d'ailleurs- accordée au Liban et l'affaire des otages. Ce sont là des pressions exercées sur les différents acteurs de la résistance islamique, sur le HizbAllah, sur la République islamique d'Iran (RII) et la Syrie. Nos frères syriens se voient demander de refermer le dossier des otages comme préalable à l'arrivée de l'aide [étrangère, NDLR] au Liban. C'est ce qui s'appelle pousser les gens à l'agression; et une totale distorsion de la réalité. Qui a commencé à prendre des otages [étrangers, NDLR] ? Quel groupe a été le premier à détenir des otages au Liban ? Nous n'avons pas oublié, en 1991. En 1982, il n'y avait pas d'otages. 4 de nos frères iraniens, des diplomates, rejoignaient, par la route, leur ambassade à Beyrouth. Empruntant la route de Tripoli, ils ont franchi le barrage [militien, NDLR] de Barbarah et ont disparu. Nous avons demandé à Samir Geagea [actuel chef de la milice chrétienne, les Forces Libanaises, FL] : où sont-ils ? Il nous a répondu : demandez à Elie Hobeika [qui commandait les FL au moment du rapt]. Quand nous avons demandé à Hobeika, il nous a répondu : c'est Geagea qui les détient. Ces diplomates étaient des frères et partageaient notre foi. Ils étaient nos h'tes. Oublions qu'ils étaient iraniens et songeons à leur seule qualité de diplomates. Suivant la logique de la souveraineté nationale -si certains veulent nous

voir suivre cette logique- ils étaient nos h"tes et de vrais diplomates, accrédités au Liban. Où sont-ils passés? Et maintenant le "diplomate" américain William Buckley. Pourquoi ce concert mondial de protestations à propos d'un espion ? Ce n'est pas moi qui ai dit que c'était un espion. A la fin, la presse a admis qu'il avait un matricule et avait été engagé à la CIA à telle et telle date. C'était un espion professionnel. Tout cela est mentionné dans nombre de reportages. Et voilà le monde bouleversé à propos d'un espion. Et des diplomates -qu'ils soient de la RII ou de tout autre pays- disparaissent au Liban. Où sont ils passés? On nous dit simplement de les oublier. Les autorités locales ou étrangères en charge des affaires de sécurité savent pertinemment que ni la direction, ni la base du HizbAllah, n'a quoi que ce soit à voir avec les affaires d'otages. Oui, au moment de la constitution du HizbAllah -ou même avant cela- nous avons capturé 27 personnes, en réaction à l'enlèvement des diplomates iraniens, mais nous en sommes restés là. Malgré cela, des prises d'otages croisées se sont multipliées entre l'est et l'ouest de Beyrouth. On prenait des otages à l'ouest pour faire libérer les personnes enlevées à l'est. Pour ce qui est des prises d'étrangers en otage, le HizbAllah n'est responsable d'aucune d'entre elles. ce sont des groupes islamiques indépendants qui se sont lancés dans cette voie. Il ne nous revient pas de les juger, mais, en toute objectivité, que pouvaient-ils faire d'autre pour affronter des puissances agressives comme l'Amérique, Israël, les pays d'Europe, qui foulent aux pieds toutes nos valeurs, nos croyances, nos biens, nos vies ? Que pouvaient-ils faire d'autre ? Si tu capture mon fils, que ferais-je ? Je songerai à capturer le tien. Ils ont ouvert un dossier qu'ils ne savent plus comment refermer. Certains pensent que nous violons les droits d'autres hommes. Par "nous" j'entends le courant islamiste en général, qui n'est pas impliqué dans les affaires d'enlèvements. Les responsables de la sécurité savent parfaitement qu'il y a des groupes islamistes, dont les membres sont connus, qui sont responsables des kidnappings. En d'autres termes, ils savent fort bien ce que sont le Jihad islamique et l'Organisation de la justice révolutionnaire. Ils savent que ces groupes sont indépendants et n'agissent pas en liaison avec le HizbAllah. Nous le répétons pour la millième fois : notre seul voeu est de vivre en paix. Mais enfin : nos ennemis nous frappent; nous ne ripostons pas personnellement; si de pieux et braves gens les combattent, pouvons-nous leur interdire de défendre leur cause, leur dignité et leur droit à l'existence ? En 1983, on m'a accusé d'être directement responsable de l'attaque sur les casernes des marines et des français. les médias en ont fait toute une histoire, racontant que c'était moi le coupable. J'ai alors donné une interview disant que je n'étais pas directement responsable de cet acte, mais que j'en éprouvais du chagrin car j'aurais aimé avoir eu cet honneur. Je n'ai pas honte de tuer l'américain qui me tue. Ceux qui ont fait sauter les marines ne l'ont pas fait à New-York ou en Californie. Ils les ont frappés à Beyrouth en tant qu'envahisseurs et occupants. Que faisaient-ils là ? Ils avaient volé au secours d'Israël et des politiciens maronites, eux-mêmes des valets des israéliens. Nous faisons bien sûr une distinction entre ces serviteurs de l'arrogance mondiale, du sionisme et des ennemis de notre communauté et le peuple chrétien, qui n'a rien à voir avec tout cela et est notre ami, notre frère même. Nous n'entrons jamais dans des querelles religieuses ou sectaires. Notre combat est politique, nous luttons contre les forces politiques, militaires et de sécurité de nos agresseurs.

(Q) Evidemment, parmi ceux-ci, on ne compte pas que des maronites.

(HM) Bien sûr que non : certains musulmans qui ont noué des alliances inexcusables avec des politiciens maronites sont aussi nos ennemis. C'est là un combat fratricide à proscrire d'urgence. Nous sommes tous les fidèles du Prophète Hachémite que Dieu nous a envoyé, dans sa grande bonté. Un vrai musulman se doit d'être bienveillant, de traiter son prochain avec amitié, avec amour même. Cela dit, à l'école du Commandeur des Croyants, Ali bin Abi Talib -sur lui les prières de Dieu- nous avons appris à renvoyer la pierre qui nous est jetée car le mal se traite uniquement par le mal. Ce qui signifie que si l'on me jette une pierre, je ne renverrai pas une fleur. Faire ça, c'est encourager le mal. Celui qui vous attaque, attaquez-le de même. Nous n'avons aucune objection à refermer le dossier des otages, qu'ils soient innocents ou coupables. Je m'exprime bien sûr en tant que musulmans donnant son point de vue, car je ne suis pas directement concerné par l'affaire des otages. Tout le monde sait cela désormais, bien que de nombreux cénacles aient d'abord cru que j'étais le responsable direct des attentats de 1983 et aussi des prises d'otages. Après quoi, on a appris l'existence de groupes spéciaux, concernés, eux, par ces affaires. Nous appelons à ce qu'on referme le dossier des otages aujourd'hui même. Que l'ennemi relâche tous ses prisonniers musulmans et patriotes et je pense que nos frères du Jihad islamique et de l'OJR ne tarderont pas à faire de même. Je les appelle nos frères, bien que nous n'entretions pas de relations directes avec eux. Ils n'en sont pas moins des jeunes gens honorables défendant à leur façon l'honneur de leur communauté. Les méthodes et les mentalités varient d'un groupe à l'autre, mais l'important n'est pas là : l'important est qu'ils libèrent nos frères -y compris, et surtout, les diplomates iraniens- des prisons israéliennes et européennes et je crois que tous les otages occidentaux quitteront notre pays. Le vrai problème est que certains considèrent nos mouvements islamiques libanais, comme durs, extrémistes, terroristes. Alors que nous traitons volontiers avec bonté, avec amour, tous ceux qui agissent de même avec nous. Parmi les prisonniers que nous réclamons, il y a des frères iraniens, libanais -des hommes et des femmes- des palestiniens qui sont aussi nos frères et des frères syriens qui ont été arrêtés sur le plateau du Golan. Tous doivent être libérés. Alors les parties prenante dans l'affaire sauront la mener à terme. Nous ne savons pas comment faire; eux, savent. C'est à ceux qui ont ouvert ce dossier de le refermer. Mon sentiment est que la république islamique, la Syrie et les groupes musulmans de ce pays souhaitent que le dossier soit refermé. Il le sera s'ils le décident -et si les Etats-Unis continuent leurs pressions.

(Q) Il faut noter, comme vous le faites, que la résolution du problème des otages passe par la libération de prisonniers non libanais; que le sort de ces personnes non-libanaises dépend étroitement de celui des otages.

(HM) Il paraît que c'est comme ça. je ne sais pas comment progresse le dialogue entre les frères islamistes concernés par l'affaire des otages et recherchant la libération de nos prisonniers, d'une part, et l'autre camp. Mais il est normal que les exigences des islamistes concernés incluent la libération des prisonniers iraniens, libanais, syriens et palestiniens. C'est même une obligation dans la mesure où l'on ne peut faire de distinction entre innocents et résistants sur la base de leur nationalité.

(Q) On constate à l'heure actuelle ce qui ressemble à une acceptation israélienne aux exigences des preneurs d'otages, comme le montre la libération de certains détenus. D'après vous cela provient-il de pressions américaines ? Ou du fait que certaines des demandes israéliennes ont été satisfaites ?

(HM) Aucune des demandes israéliennes n'a été satisfaite. Comment auraient-elles pu l'être ?

(Q) Je veux dire que, suivant certaines informations...

(HM, l'interrompant) Ils n'ont rien obtenu. Comme ils devaient se mettre à genoux, ils ont dit l'avoir fait parce qu'ils avaient reçu des informations. Qu'ont-ils reçu ? Rien. L'ennemi a dû se soumettre. Il s'est soumis. Je pense qu'ils n'ont rien reçu en échange. Enfin : dire que tel ou tel n'est plus qu'un cadavre, est-ce une assurance de quoi que ce soit ? Certains ne suivent pas attentivement les nouvelles et les évolutions en cours, car leurs propres affaires les occupent trop. Ils ne sont pas assez attentifs aux évolutions et aux déclarations. Un officiel sioniste dit : après que nous ayons reçu des assurances sur nos soldats, nous avons libéré quelques détenus. Quelles assurances ? C'est comme si j'allais voir quelqu'un pour lui dire que son frère ou son fils était mort. Lui présenter un cadavre, c'est ça, le rassurer ? Non : c'est comme dans une partie de bras de fer : c'est celui qui tiens le plus longtemps qui gagne. Si les arabes et les musulmans en général et si les dirigeants et les gouvernements réactionnaires arabes voulaient bien -même brièvement- se mettre à l'écoute des combattants et des moujahidines islamiques du sud du Liban, de Palestine ou d'ailleurs dans le monde, s'ils s'inspiraient un peu de leur exemple, s'ils lisaient quelques rapports sur eux ou regardaient quelques unes de leurs vidéos, alors ils apprendraient à ne pas craquer en hurlant de douleur dès que l'adversaire commence sa pression. Je vous le dis : c'est comme au bras de fer : si vous tenez trois secondes de plus que l'adversaire, c'est lui qui craque et crie de douleur. Il faut juste un peu de patience. Certes, par le biais de certains libanais et arabes, américains et israéliens ont fait toutes les pressions possibles, économiques, médiatiques, guerre psychologique, sans oublier les raids et opérations terrestres : tout cela pour faire libérer leurs otages sans en payer le prix. Ils voulaient que les leurs soient libres et que les musulmans et les patriotes restent en prison. C'était ça leur plan : clore le dossier sans en payer le prix. Mais la position forte et juste adoptée par tous ceux qui sont intéressés par cette affaire, la RII, la Syrie, les groupes islamistes, vrais croyants en général et toutes les honnêtes gens a contraint les Etats-Unis à réaliser que les otages ne seraient pas libérés pour rien. Ils ont réalisé qu'ils devaient faire pression sur les israéliens pour qu'ils libèrent les prisonniers et c'est ce qui a été fait. Hier, j'ai été lire des versets du Coran dans la demeure d'un de nos martyrs, dont le corps venait de nous être restitué. J'ai offert mes condoléances au père du martyr, qui m'a répondu par un vrai sourire. Il m'a demandé de le féliciter pour avoir pu contraindre l'Amérique et Israël à accepter nos conditions et à nous rendre les corps de nos martyrs. Il m'a demandé de le féliciter car c'était son fils qui avait créé ce rapport de forces, qui nous avait rendu notre vaillance et notre fierté. J'ai retenu sa leçon. Je pourrais discourir la-dessus pendant trois heures, mais en vain : la simple phrase du père de ce martyr avait tout dit; il semblait me parler depuis le paradis. Il était conscient que l'Amérique et Israël avaient du céder. Les forces du mensonge en feront autant quand nous aurons bien appris à nous défendre : sans pleurnicher ni capituler dès le début de l'épreuve.

(Q) Revenons-en aux familles des prisonniers (libanais) qui attendent le retour de leurs fils. Pouvez-vous les rassurer sur leur sort ? Selon vos informations, vont-ils être libérés bientôt ?

(HM) Le calendrier de cette opération -un jour, une semaine, un mois- ne dépend pas que d'un seul camp. Cela dépend des américains, des juifs des groupes islamiques détenant les otages. Eux décident des échéances. Je tiens à souligner, cependant, que le Front islamique fera tout son possible pour hâter la libération de nos frères et de nos fils des prisons de l'ennemi. Quiconque ne mettrait pas tout en jeu pour faire libérer ceux qui ont tout sacrifié pour notre dignité, notre foi, notre terre, notre eau, notre honneur, tout de qui nous est cher, serait un malhonnête, un mécréant. La fidélité et la religion nous commandent de tout faire pour ceux qui se sont sacrifiés pour nous. Je crois que les groupes détenteurs d'otages et qui sont en contact avec la RII font tout pour la libération de tous les moujahidines et des valeureux résistants. je souligne une fois encore que nous ne parlons pas uniquement des libanais et des chi'ites, parce que la Résistance est à la fois humanitaire, islamique et patriotique. Nous savons que certains des détenus sont des nationalistes, mais leurs motivations sont au fond religieuses. Ils savent que l'ennemi est celui de Dieu et des prophètes mais après cela, peuvent combattre sous la bannière de tel parti ou de tel groupe. Comme je l'ai dit hier à des journalistes, notre frère-combattant, son éminence le cheikh Abdelkarim Obeid -Que Dieu le bénisse, lui et tous les moujahidines- est sans aucun doute l'un des tous premiers de ceux que nous voulons voir revenir. Mais jusqu'au plus jeune des moujahidines et des résistants, nous nous battons pour leur libération à tous. Plus d'une fois j'ai mentionné le nom de Soha Bishara, [proche du PC libanais, NDLR] qui a tenté d'assassiner Antoine Lahad, le commandant de l'ALS. Nous avons le devoir de la faire libérer aussi, parce qu'elle a livré le bon combat, celui du bien contre le mal.

(Q) Les médias parlent de la libération imminente de plusieurs otages occidentaux, d'ici un à deux jours, dans ce qui est considéré comme une réponse à la démarche israélienne. Que savez-vous à ce propos ?

(HM) Comme je vous l'ai déjà dit, savoir s'il s'agit de deux jours ou d'une semaine, comme des journaux me l'ont fait dire... Naguère, Reuters m'a fait dire qu'un pilote israélien était toujours en vie. Le correspondant de Reuters m'a posé

la question et j'ai répondu que je n'avais pas entendu dire que ce pilote soit mort. Nous savions seulement que cet homme était entre les mains d'un certain groupe, d'abord, puis qu'il avait été transféré à un autre groupe. Des mouvements islamistes, et cela est regrettable, se sont querellées à propos de ce pilote. Mais je n'ai pas dit qu'il était vivant. Je peux dire cela s'il est devant moi, ou dans un endroit de ma connaissance. J'ai juste dit qu'il n'était pas détenu par des iraniens et qu'il devait être au Liban -Où pourrait-il être a part au Liban?- entre les mains d'un groupe islamiste, ou autre. Les otages : la presse d'hier (12 septembre) a dit dans la semaine. Je n'ai pas dit ça. Parfois les médias écrivent ce qu'ils veulent; pas ce que vous avez dit. Cela dit, peut-être qu'un otage américain, britannique ou autre -ça n'est pas encore sûr- va être libéré dans la semaine ou un peu après. Je pense que la soumission américaine - qu'il soit bien clair qu'il s'agit de soumission et que l'Amérique et Israël ont été contraints de suivre la juste voie, celle de ces opprimés qui ont décidé de se défendre- va permettre à cette affaire de progresser. Qui plus est, le Jihad islamique et l'Organisation de la justice révolutionnaire ont déclaré que leurs exigences se résument à la libération des prisonniers. Ils ne demandent que cela : récupérer les détenus -de toutes les nationalités sans discrimination entre les origines, les identités ou autres- dans les prisons de l'ennemi et dans celles de l'Europe. Tous les résistants et les moujahidines doivent être libérés. A cet instant, 51 détenus ont été libérés, et les corps de neuf de nos martyrs nous ont été rendus. Nous nous attendons à un geste de la part des groupes islamiques, au cas où les américains -c'est en tout cas ce que nous avons déduit des déclarations de l'une des parties concernées- réussissent, comme ils l'ont dit, à faire libérer un nouveau groupe de détenus, au nombre desquels, croyons nous comprendre, figurerait notre frère, Son excellence le moujahid cheikh Abdelkarim Obeid. Si les groupes islamiques ont le sentiment que l'Amérique n'arrive pas à honorer cet engagement, ce qui est assez dans le genre de l'Amérique, un pays sans éthique ni valeurs, alors la libération [d'un otage occidental, NDLR] pourrait être retardée, dans le cas, j'insiste, où des promesses ne seraient pas tenues.. Nous ne connaissons pas le détail des arrangements et du dialogue mais un nouveau groupe comprenant cheikh Obeid devrait être libéré, si l'Amérique tenait sa promesse. Si tout va bien, un Américain ou un britannique devrait, croyons nous, être libéré prochainement. Quand précisément ? Certains médias ont dit un jour ou deux. Mais seuls ceux qui ont les otages entre leurs mains peuvent vous dire cela avec précision.

(Q) Le Jihad islamique a publié un communiqué selon lequel ces libération et le retour des corps des martyrs n'était pas suffisant. Pensez-vous que ces déclarations vont avoir un impact négatif sur la suite des événements ?

(HM) C'est ce que je disais. Les Américains avaient promis quelque chose et n'on pas abouti. La libération de Son éminence cheikh Abdelkarim Obeid, ou autre chose. Cela pourrait compliquer les choses et les détenteurs des otages pourraient bien ne plus en libérer avant qu'une nouvelle promesse ne soit faite et que quelqu'un, Perez De Cuellar peut-être, entre dans le jeu, déclare qu'auparavant des promesses fallacieuses ont été faites mais que c'est lui qui s'engage à ce qu'elles soient désormais honorées. Peut-être qu'après de telles changements, les choses évolueraient plus favorablement.

(Q) Voyez-vous un lien entre la visite de Perez De Cuellar à Téhéran et les otages ? Quel est, d'après vous, le rôle de la RII dans cette affaire ?

(HM) Perez De Cuellar est latino-américain; pas américain et il est impuissant. Nous l'avons vu à l'oeuvre durant la guerre du Golfe et il n'a fait qu'appliquer des ordres et des instructions américaines. La mission des Nations Unies est de mettre en oeuvre les désirs des américains. Cela dit, il a quand même un statut de neutre, en tant qu'officiel de l'ONU choisi par l'Amérique pour tenter de régler cette affaire [des otages occidentaux au Liban, NDLR]. Les groupes islamiques ont accepté qu'il intervienne et l'Iran, de le recevoir; mais dans ce dernier cas, pas uniquement pour parler du dossier des otages; celui-ci est peut-être à l'ordre du jour, mais il y a aussi la résolution 598 du Conseil de Sécurité sur la guerre Irak-Iran, l'affaire Afghane et le rôle de la RII dans ce dossier et la sécurité dans le Golfe; l'affaire des otages est peut être le quatrième point discuté lors de la visite de De Cuellar à Téhéran, rien de plus. Là se pose une question préalable : pourquoi impliquer la RII [dans l'affaire des otages, NDLR] ?. Avec les autres musulmans du monde, la RII a des liens fondés sur des valeurs, une éthique, une religion communes. A l'époque où l'Imam Khomeini était le guide et juris-consulte suprême (Vali-ye faqih), les musulmans les plus avisés, vraiment dignes du nom de monothéistes, ont noué des liens avec la RII, car il y avait à Téhéran un guide digne d'être le Gardien de la cause musulmane, en raison des positions qu'il avait prises, de sa vie et de son honnêteté. Son successeur est son éminence l'ayatollah Khamene'i -que dieu tout-puissant le préserve ! - dont l'autorité est identique. Les groupes islamiques libanais concernés par l'affaire des otages ont des liens de ce type avec la RII, et non de nature opérationnelle. En termes clairs, les décisions ne sont pas prises et planifiées à Téhéran et exécutées au Liban. Le lien est religieux et éthique; et peut être plus fort, de ce fait, que s'il était simplement organisationnel. Quand la direction islamique exprime un point de vue ou un souhait, les groupes islamiques du Liban obéissent en général. Si l'un de ces groupes est en difficulté, il peut ne pas répondre à cette attente. L'enlèvement du Français est un exemple d'une telle situation. Il a été capturé après la libération d'un otage. il semble qu'un certain groupe [Le clan Hamadé, NDLR] a pensé que les prisonniers des israéliens devaient être libérés avant les otages. Un autre groupe a suivi l'avis de la RII et a donné son accord [pour la libération d'un otage] et sur la mise en place au Liban d'une coordination entre eux-mêmes, la RII, la Syrie et les autres islamistes. Tous les groupes ne sont pas concernés dans l'affaire des otages, mais ses retombées les concernent tous. Là, s'échangent des remarques, des points de vue et des conseils sur ce qu'il est approprié de faire, ou non. Tous les groupes étaient d'avis qu'il fallait faire un pas en avant et donc un otage a été libéré. Ca a été un britannique d'abord; l'américain devait être relâché deux ou trois jours plus tard. Après la première libération, quelques

jeunes se sont mis en colère et ont enlevé le premier occidental venu; il s'est trouvé que c'était un français. cela montre bien que, dans l'affaire des otages, la RII se borne à exprimer des avis et des souhaits, auxquels les groupes libanais obéissent ou non. Voilà le rapport qui existe entre la RII et l'affaire des otages. La visite de Perez de Cuellar à Téhéran est normale, à ce titre. Nous entendons dire maintenant qu'il est mandaté par les américains pour négocier cette affaire. S'ils sont sérieux dans leur désir de la régler qu'ils reconnaissent que l'autre camp est composé d'êtres humains ayant leur dignité et que ces fameux droits de l'Homme qu'ils brandissent à tout propos, s'appliquent aussi à eux. Ils ne devraient pas considérer l'autre camp comme les juifs le font. L'amérique devrait considérer que le camp des opprimés, des victimes, a sa dignité et ses droits. Si l'administration américaine saisit cela, elle comprendra notre point de vue et dira aux israéliens que rien n'est possible tant que les prisonniers n'ont pas été relâchés. Voici le processus pour mener l'affaire des prisonniers et des otages à une issue satisfaisante.

(Q) Vous revenez de la RII, quelles sont vos impressions, après cette visite ?

(HM) Notre guide, son éminence l'ayatollah Khamene'i a assuré les nôtres de son amour et prodigué ses vœux de succès dans la résistance que nous menons contre nos ennemis. Nos liens avec la RII sont spirituels. En rencontrant la direction de la RII, notre direction légitime, nous exprimons nos points de vue et écoutons leurs avis et leurs instructions. Notre espoir est que tous les peuples musulmans aient bientôt les mêmes liens avec la RII et qu'ainsi les musulmans -la communauté dans la juste voie- soient unis et forts pour affronter la coalition de l'injustice et du mensonge. Nous espérons que les récentes visites de Khonsari [Mohamed Qasim Khonsari, directeur du département Moyen-orient/Afrique au Ministère iranien des affaires étrangères] au Liban, sa rencontre avec nos officiels; ainsi que celle du ministre libanais des affaires étrangères en Iran amélioreront les relations bilatérales et aideront la résistance, les opprimés et les pauvres.

(Q) Si une conférence de paix pour le Moyen orient se réunit et que les arabes acceptent de s'y rendre, il y sera peut-être question de mettre fin à la résistance islamique. Quelle serait l'attitude du HizbAllah en pareil cas ?

(HM) Le danger pour la résistance islamique existe avant même qu'une telle conférence se réunisse. Les Etats-Unis et autres ont leurs loyaux serviteurs au Liban, infidèles à leur communauté et voulant mettre fin à la résistance. La conférence augmentera peut-être les pressions dans ce sens. Les participants à la conférence peuvent demander un arrêt des opérations de la résistance pour qu'un dialogue s'établisse. Ils peuvent s'interroger sur la possibilité de discuter autour de la table de négociation alors que des actions sont montées contre Israël. Ils peuvent demander la fin de ces opérations. Mais ceux des négociateurs qui ont une influence sérieuse au Liban [en termes clairs, la Syrie, NDLR] sont conscients qu'il n'est pas dans l'intérêt du Liban, ni dans celui de la communauté musulmane, que les opérations s'arrêtent, alors que l'ennemi occupe encore notre terre. Je ne vois pas ce qui pourrait faire cesser les opérations de la résistance. Notre situation est loin d'être aussi mauvaise que celle de nos frères en Palestine occupée..."

“LE PIEGE; de la malédiction libanaise à la guerre du Golfe”

Karim Pakradouni

Grasset-FMA, 316 pages, 115f. , mai 1991

Livre frustrant, mais révélateur, que celui de Karim Pakradouni. Son intention est de brosser une fresque de la seconde moitié de la guerre civile libanaise. Il dépeint donc successivement tous les jeux politico-militaires des communautés du pays, toutes les interventions régionales ou internationales de 1982 à 1991. Avec, bien sûr, un luxe de détails tout particulier sur le camp chrétien, au sein duquel il a joué un rôle important durant les deux décennies écoulées. On se prend, de ce fait, à rêver : selon son propre récit, voici un homme qui se trouve dans le cas unique d'avoir cotoyé, ou fréquemment rencontré depuis vingt ans, tous les acteurs décisifs de la scène politico-militaire proche orientale. Une liste impressionnante, qui mérite d'être détaillée :

- . Johnny Abdo, colonel, chef du 2^o bureau de l'armée libanaise,
- . Yasser Arafat, président de l'OLP,
- . Hafez al-Assad, président de la Syrie,
- . Tarek Aziz, ministre des Affaires étrangères de l'Irak,
- . Fadel Barrak, chef du SR irakien,
- . Nabih Birri, chef d'Amal,
- . Jules Boustany, colonel, chef du 2^o bureau de l'armée libanaise,
- . Zahi Boustany, directeur de la Sûreté générale du Liban,
- . Farouk al-Chareh, ministre des AE de la Syrie,
- . Antoine Dahdah, directeur de la Sûreté générale du Liban,
- . Mohamed Ghanem, colonel, chef du SR syrien au Liban,
- . Hani al-Hassan, dirigeant de l'OLP,
- . Elie Hobeika, chef du SR des Forces Libanaises,
- . Saddam Hussein, président de l'Irak,
- . Abou Iyad, chef du SR de l'OLP,
- . Abou Jihad, chef militaire de l'OLP,

- . Ghazi Kanaan, général, chef du SR syrien au Liban,
- . Simon Kassis, colonel, chef du 2^o bureau de l'armée libanaise,
- . Abdelhalim Khaddam, ministre des AE de la Syrie,
- . Jamil Nehmé, directeur de la Sûreté générale du Liban,
- . Pierre Rizk, chef du SR extérieur des Forces Libanaises,
- . Ali Hassan Salameh, chef du SR du Fatah,
- . Abou Tayeb, chef de la Force 17.

Familier de nombre de ces personnages et récipiendaire fréquent de leurs confidences, Pakradouni va-t-il aborder le problème crucial du terrorisme dans la guerre civile libanaise et de l'élimination brutale et systématique des dirigeants du pays, à chaque grand tournant de cette guerre ? Pour mémoire :

- . Bechir Gemayel, 14 septembre 1982, président élu depuis 21 jours; un bâtiment piégé.
- . Rachid Karamé, 1^o juin 1987, premier ministre; un hélicoptère piégé,
- . René Moawad, 28 novembre 1989, président élu depuis 17 jours; un magasin piégé sur le chemin de son cortège.
- . Dany Chamoun, sa femme et deux de ses trois enfants, 21 octobre 1990; massacrés par "des inconnus".

Eh bien non. Pas un mot sur le terrorisme et les prises d'otages. Et la mort de ces acteurs centraux de la scène politico-militaire libanaise est rappelée en une ligne avant d'être sobrement portée au compte d'une "malédiction libanaise" sur laquelle l'auteur glisse avec une exquise pudeur. Sans doute par crainte que ladite "malédiction" ne le frappe un jour...

A lire, malgré tout, pour d'intéressants portraits de Michel Aoun, Yasser Arafat, Samir Geagea, Amine Gemayel, Elie Hobeika, Saddam Hussein et Walid Joumblatt.